



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR
UNICEF
PAM
PNUD
UNFPA
UNODC
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

UNAIDS/PCB(30)/12.6
22 mars 2012

**30^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme
de l'ONUSIDA
Genève, Suisse
5-7 juin 2012**

**Rapport financier et comptes audités de l'exercice biennal
compris entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2011**

Documents complémentaires pour ce point : Mise à jour intermédiaire sur la gestion financière de l'exercice biennal 2012-2013 pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 mars 2012 (UNAIDS/PCB(30)/12.7).

Action requise lors de cette réunion – le Conseil de Coordination du Programme est invité à : accepter le rapport financier et les comptes audités de l'exercice biennal compris entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2011.

Incidences en termes de coût des décisions : *aucune*

Table des matières

| | |
|--|----|
| Section I : Introduction | 4 |
| Section II : États financiers audités, tableaux annexés et notes afférentes aux comptes de l'exercice biennal compris entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2011 | |
| Généralités | 6 |
| Certification des comptes | 7 |
| Lettre de transmission du Commissaire aux comptes indépendant | 8 |
| Opinion du Commissaire aux comptes indépendant | 9 |
| État I : État de la performance financière | |
| Toutes origines de fonds confondues pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 12 |
| État II : État de la situation financière | |
| Toutes origines de fonds confondues au 31 décembre 2011 | 13 |
| État III : État des variations de l'actif net/situation nette | |
| Toutes origines de fonds confondues pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 14 |
| État IV : Tableau des flux de trésorerie | |
| Toutes origines de fonds confondues pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 15 |
| Exposé des principes comptables | 16 |
| Notes afférentes aux états financiers | 19 |
| Tableau annexé 1 : État de la performance financière par principaux types de fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 25 |
| Tableau annexé 2 : Budget-plan de travail intégré | |
| Détails des recettes pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 26 |
| Tableau annexé 3 : Fonds extrabudgétaires | |
| Détail des recettes pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 27 |
| Tableau annexé 4 : Budget-plan de travail intégré 2010-2011 | |
| Budget, dépenses et fonds affectés (résumé) par effet direct principal pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 28 |
| Tableau annexé 5 : Budget-plan de travail intégré 2008-2009 | |
| Détail des dépenses par rapport aux fonds affectés en 2008-2009 pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 29 |
| Tableau annexé 6 : Fonds extrabudgétaires | |
| Fonds disponibles, dépenses et fonds affectés (résumé) par origine des recettes pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 30 |
| Section III : Informations sur la gestion | |
| Fonds disponibles au titre de l'exercice biennal 2010-2011 | 31 |
| Fonds dépensés pendant l'exercice clos le 31 décembre 2011 | 31 |
| Solde des fonds | 33 |
| Annexe 1 : Rapport de l'Audit Interne pour le biennal 2010-2011 | 37 |

SECTION I

INTRODUCTION

1. Le rapport financier du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) de l'exercice biennal 2010-2011 est remis par le Secrétariat de l'ONUSIDA au Conseil de Coordination du Programme conformément aux procédures établies¹ qui requièrent de ce dernier qu'il examine le rapport financier du Programme.
2. Le rapport financier fournit des informations au Conseil de Coordination du Programme et à d'autres partenaires sur les origines, l'allocation et l'utilisation des ressources financières. Le rapport fournit aussi des détails sur les éléments d'actif et de passif du Programme, ainsi que des informations sur les flux de trésorerie et la situation nette, ce qui permet d'avoir une vision complète de la situation financière du Programme au 31 décembre 2011.
3. Le rapport financier de l'exercice biennal 2010-2011 a été préparé conformément aux dispositions des Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS), du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Les composantes statutaires du rapport financier ont été auditées par le Commissaire aux comptes indépendant de l'OMS dont l'opinion est incluse dans le rapport financier.
4. Conformément au processus permanent de simplification de la présentation des informations financières fournies par le Programme, le présent rapport est divisé en trois sections. La Section I fournit des informations générales et présente les principaux faits marquants du rapport. La Section II contient l'opinion du Commissaire aux comptes indépendant, les états financiers audités, les tableaux annexés et les notes afférentes aux comptes. La Section III fournit des informations complémentaires de gestion concernant l'exercice.
5. Lors de sa 24^{ème} réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2009, le Conseil de Coordination du Programme a avalisé le plan d'action et les domaines prioritaires inclus dans le Budget-plan de travail intégré 2010-2011. Il a approuvé un budget total de US\$ 484,8 millions ainsi que la répartition suivante des ressources : US\$ 161 millions à allouer entre les 10 Coparrainants, US\$ 182,4 millions pour le Secrétariat de l'ONUSIDA, US\$ 136,4 millions pour les activités interinstitutions et US\$ 5 millions pour le fonds d'urgence.
6. En outre, conformément à la décision 7.9 de la 20^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme et après avoir consulté ce dernier, le Directeur exécutif a exercé le pouvoir discrétionnaire² qui lui a été conféré pour augmenter le Budget-plan de travail intégré 2010-2011 de US\$ 30 millions, montant qui équivaut à 6 % du budget approuvé de US\$ 484,8 millions pour l'exercice biennal, afin de compenser l'impact des fluctuations des taux de change et de l'appréciation du franc suisse vis-à-vis du dollar des États-Unis. En conséquence, le montant total du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 a été porté à US\$ 514,8 millions.
7. Le Budget-plan de travail intégré 2010-2011 est basé sur le Cadre stratégique 2007-2010 afin que l'ONUSIDA soutienne les efforts des pays en direction de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en rapport avec le VIH (UNAIDS/PCB(23)08.27). En outre, lors de sa 27^{ème} réunion qui s'est tenue à Genève du 8 au 10 décembre 2010, le Conseil de Coordination du Programme a adopté la Stratégie de l'ONUSIDA pour 2011-2015. Cette Stratégie décrit les trois orientations stratégiques suivantes : (i) Révolutionner la prévention du VIH, (ii) Favoriser l'émergence d'un traitement, de soins et d'un appui de nouvelle génération, et (iii) Promouvoir les droits humains et l'égalité des sexes pour soutenir la riposte au VIH.
8. Les recettes totales se sont élevées à US\$ 535,2 millions au titre de l'exercice biennal 2010-2011, montant sur lequel US\$ 477,1 millions ont été versés au profit du Budget-plan de travail intégré

¹ Modalité de fonctionnement 5 (vi) du Modus Operandi du Conseil de Coordination du Programme

² La décision 7.9 de la 20^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA autorise le Directeur exécutif, sous réserve de certaines conditions, à programmer et décaisser à son entière discrétion des fonds reçus sous forme de contributions lorsque leur montant dépasse celui du Budget-plan de travail intégré approuvé. Les fonds en question ne doivent pas dépasser 10 % du budget.

pour 2010-2011 et US\$ 58,1 millions au profit des fonds extrabudgétaires. Le total des dépenses s'est élevé à US\$ 604,8 millions pour la même période, montant sur lequel US\$ 494,0 millions ont financé des dépenses au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011, US\$ 17,2 millions des dépenses au titre de fonds affectés du Budget-plan de travail intégré 2008-2009 et les US\$ 93,6 millions restants des dépenses imputées sur des fonds extrabudgétaires. Le « déficit » global (recettes moins dépenses) reporté sur 2012 s'est élevé à US\$ (69,6) millions. Pour l'exercice biennal 2008-2009, le solde correspondant était un excédent de US\$ 56,0 millions.

9. Comme indiqué précédemment, la capacité financière du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 a beaucoup souffert de l'appréciation du franc suisse. Compte tenu des fluctuations actuelles des devises sur les marchés financiers et conformément aux discussions qui ont eu lieu lors de la 29^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme en décembre 2011, des mesures ont été prises pour protéger la valeur financière du Cadre unifié du budget-plan de travail, des résultats et des responsabilités 2012-2013 de toute nouvelle appréciation du franc suisse vis-à-vis du dollar des États-Unis³.
10. Malgré un taux de mise en œuvre financier supérieur à 95 % pendant chaque exercice biennal depuis sa création, l'ONUSIDA a régulièrement terminé chaque exercice en affichant un solde de fonds positif, proportionné à l'augmentation du budget du Programme et à la mobilisation des ressources pour le Budget-plan de travail intégré. Au 31 décembre 2011, ce solde de fonds cumulé s'élevait à US\$ 211,7 millions (US\$ 245,8 millions au 31 décembre 2009). Il convient de noter qu'en plus des dépenses de US\$ 494,0 millions engagées au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 et des US\$ 17,2 millions associés à des dépenses au titre de fonds affectés du Budget-plan de travail 2008-2009, un montant de US\$ 16,1 millions a été affecté pendant l'exercice biennal 2010-2011 (représentant des engagements fermes relatifs à des biens et des services devant être fournis en 2012), ce qui correspond globalement à un taux d'engagement de 99,1 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. En conséquence, le solde net des fonds au titre du Budget-plan de travail intégré disponible pour poursuivre la mise en œuvre les activités du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2012-2013 s'élève à US\$ 195,6 millions.
11. Le solde des fonds disponibles au début de chaque exercice biennal correspond en fait au fonds de roulement du Programme commun dans la mesure où il lui permet de fonctionner sans interruption. Grâce à ce fonds de roulement, le Secrétariat a pu provisionner et virer US\$ 82,2 millions aux Coparrainants au début 2012 afin de garantir une mise en œuvre continue et harmonieuse de leurs activités. Cela représente 50 % de la part des Coparrainants au titre du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2012-2013.
12. Le solde restant a permis au Programme commun d'affecter en temps voulu des fonds pour les activités et les traitements du personnel de la composante Secrétariat du Cadre unifié du budget-plan de travail, des résultats et des responsabilités 2012-2013, garantissant à nouveau une mise en œuvre continue et harmonieuse des activités de ce dernier.

³ Voir la Note 4.1 en page 21.

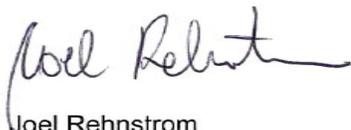
SECTION II

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS, TABLEAUX ANNEXÉS ET NOTES AFFÉRENTES AUX COMPTES DE L'EXERCICE COMPRIS ENTRE LE 1^{er} JANVIER 2010 ET LE 31 DÉCEMBRE 2011

Cette section du rapport financier présente la situation financière globale de l'ONUSIDA au 31 décembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date. Les états financiers appropriés, les notes afférentes et les tableaux annexés à leur appui ont été préparés conformément aux dispositions du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'OMS, et des Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS). Les tableaux annexés fournissent des détails contextuels et des explications à l'appui des fonds et des comptes spécifiques gérés par l'ONUSIDA, par l'intermédiaire des systèmes financiers de l'OMS, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Certification des comptes

The financial statements, notes to the statements and supporting schedules are approved.



Joel Rehnstrom
Director, Financial Management
and Accountability



Michel Sidibé
Executive Director
UNAIDS

1^{er} mars 2012

VINOD RAI



भारत के नियंत्रक - महालेखापरीक्षक
COMPTROLLER & AUDITOR GENERAL OF INDIA

21 March, 2012
No. 1542-IR/24-2010

LETTER OF TRANSMITTAL

The Chairperson
30th Meeting of the Programme Coordinating Board
Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
20 Avenue Appia
CH - 1211 Geneva 27
SWITZERLAND

Dear Sir/Madam,

I have the honour to present to the 30th Meeting of the UNAIDS Programme Coordinating Board, a certified copy of the Financial Statements of the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS for the financial period 1 January 2010 - 31 December 2011, together with my opinion thereon.

Yours sincerely,

Vinod Rai
Comptroller and Auditor General of India
External Auditor

Opinion du Commissaire aux comptes indépendant

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To

**The Programme Coordinating Board for the Joint United Nations
Programme on HIV/AIDS**

Report on the Financial Statements

We have audited the accompanying financial statements of the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS), which comprise the statement of financial performance, the statement of financial position as at 31 December 2011, and the statement of changes in net assets/equity, cash flow statement, statement of accounting policies, notes to the financial statements, and schedules 1 to 6 for the financial period 1 January 2010 to 31 December 2011.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with United Nations System Accounting Standards (UNSAS). This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with the

International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of UNAIDS as at 31 December 2011, and its financial performance and of its cash flows for the financial period 1 January 2010-31 December 2011 in accordance with UNSAS.

Report on Other Legal and Regulatory Requirements.

Further, in our opinion, the transactions of UNAIDS that have come to our notice or which we have tested as part of our audit have, in all

significant respects, been in accordance with the Financial Regulations and Financial Rules of WHO.

We have no further observations to report as a result of our audit.



Vinod Rai
Comptroller and Auditor General of India
External Auditor

New Delhi, India
21 March 2012

État I

État de la performance financière

Toutes origines de fonds confondues pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(en dollars des États-Unis)

| | Notes | 2010-2011 | 2008-2009 |
|--|-------|---------------------|--------------------|
| Produits | | | |
| Contributions volontaires | 3.2 | | |
| Gouvernements | | 501 518 406 | 530 986 361 |
| Organismes coparrainants | | 9 371 337 | 12 605 462 |
| Autres produits opérationnels | | 14 600 863 | 17 420 142 |
| Produits financiers | 3.3 | 9 739 621 | 16 143 025 |
| Total des produits | | 535 230 227 | 577 154 990 |
| Charges | | | |
| | 3.4 | | |
| Dépenses de personnel et autres charges liées | | 241 707 553 | 186 772 084 |
| Virements et subventions à d'autres entités | | 204 758 318 | 189 858 248 |
| Services contractuels | | 89 894 097 | 70 449 269 |
| Frais généraux de fonctionnement | | 36 131 783 | 44 188 036 |
| Voyages | | 25 967 020 | 28 591 783 |
| Équipements, véhicules et mobilier | | 6 330 682 | 4 261 827 |
| Total des charges | | 604 789 453 | 524 121 247 |
| Total de l'excédent/(déficit) de l'exercice | | (69 559 226) | 53 033 743 |

Les notes afférentes aux comptes font partie intégrante des états financiers.

État II
État de la situation financière
Toutes origines de fonds confondues au 31 décembre 2011
(en dollars des États-Unis)

| | Notes | 2010-2011 | 2008-2009 |
|--|----------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | | |
| Actif courant | | | |
| Liquidités (espèces et quasi espèces) | 4.1 | 240 599 111 | 272 157 980 |
| Comptes débiteurs | 4.2 | 81 996 207 | 55 515 241 |
| Avances au PNUD | 4.3 | 9 301 705 | 11 077 234 |
| Autres créances | 4.4 | 871 597 | 566 163 |
| Charges constatées d'avance | 4.5 | 1 203 256 | 38 830 708 |
| | | <u>333 971 876</u> | <u>378 147 326</u> |
| Actif non courant | | | |
| Comptes débiteurs - non courants | 4.2 | 5,398,050 | |
| Bâtiment | 4.1 | 25 613 444 | 25 613 444 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | <u>364 983 370</u> | <u>403 760 770</u> |
| PASSIF | | | |
| Dettes à court terme | | | |
| Produits constatés d'avance | 4.7 | 27 242 365 | - |
| Comptes créditeurs | 4.8 | 1 715 092 | 11 483 441 |
| Autres dettes à court terme | 4.9 | 891 616 | 401 989 |
| | | <u>29 849 073</u> | <u>11 885 430</u> |
| Dettes à moyen et long terme | | | |
| Produits constatés d'avance - non courants | 4.7 | 5 398 050 | - |
| Emprunts à long terme | 4.1 | 21 058 670 | 22 498 769 |
| Provisions pour avantages sociaux dus au personnel | 4.11 | 13 243 279 | 5 718 703 |
| | | <u>39 699 999</u> | <u>28 217 472</u> |
| TOTAL DU PASSIF | | <u>69 549 072</u> | <u>40 102 902</u> |
| ACTIF NET/SITUATION NETTE | | | |
| Actif net/réserves | | | |
| Fonds de réserve | 5.1 | 35 000 000 | 35 000 000 |
| Fonds propres engagés dans les immobilisations | 5.2 | 4 458 270 | 3 122 614 |
| Excédent cumulé | | | |
| Non soumis à restrictions | 4.15 | 211 700 637 | 245 764 017 |
| Soumis à restrictions | | 44 275 391 | 79 771 237 |
| TOTAL DE L'ACTIF NET/SITUATION NETTE | État III | <u>295 434 298</u> | <u>363 657 868</u> |
| TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET/SITUATION NETTE | | <u>364 983 370</u> | <u>403 760 770</u> |

Les notes afférentes aux comptes font partie intégrante des états financiers

État III

État des variations de l'actif net/situation nette

Toutes origines de fonds confondus pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(en dollars des États-Unis)

| | Notes | 1 janvier 2010 | Variations en 2010-2011 | 31 décembre 2011 |
|---|-------|--------------------|----------------------------|---------------------|
| Actif net/réserves | | | | |
| Fonds de réserve | 5.1 | 35 000 000 | - | 35 000 000 |
| Fonds propres engagés dans les immobilisations | 5.2 | 3 122 614 | 1 335 656 | 4 458 270 |
| Total actif net/réserves | | 38 122 614 | 1 335 656 | 39 458 270 |
| Excédent cumulé | | | | |
| | 4.15 | | | |
| Fonds du Budget-plan de travail intégré non soumis à restrictions | | 245 764 017 | (34 063 380) | 211 700 637 |
| Fonds extrabudgétaires soumis à restrictions | | 79 771 237 | (35 495 846) | 44 275 391 |
| Total de l'excédent cumulé | | 325 535 254 | (69 559 226) | 255 976 028 |
| Actif net/situation nette | | 363 657 868 | (68 223 570) | 295 434 298 |

État IV

Tableau des flux de trésorerie

Toutes origines de fonds confondus pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(en dollars des États-Unis)

| | <u>2010-2011</u> | <u>2008-2009</u> |
|---|---------------------|---------------------|
| Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités opérationnelles | | |
| Excédent/(déficit) de l'exercice | (69 559 226) | 53 033 743 |
| (Augmentation)/diminution des contributions à recevoir | (26 480 966) | (42 149 570) |
| (Augmentation)/diminution des autres comptes débiteurs | (305 434) | (566 163) |
| (Augmentation)/diminution des charges constatées d'avance | 37 627 452 | (36 745 807) |
| (Augmentation)/diminution des avances au PNUD | 1 775 529 | (4 937 557) |
| (Augmentation)/diminution des contributions à recevoir - non courantes | (5 398 050) | - |
| Augmentation/(diminution) des produits constatés d'avance | 27 242 365 | - |
| Augmentation/(diminution) des comptes créditeurs | (9 768 349) | (25 343 531) |
| Augmentation/(diminution) des autres dettes | 489 627 | 401 989 |
| Augmentation/(diminution) des produits constatés d'avance - non courants | 5 398 050 | - |
| Augmentation/(diminution) des provisions pour avantages sociaux | 7 524 576 | 847 376 |
| (Augmentation)/diminution du montant emprunté lié aux gains/(pertes) de change | (104 443) | 7 939 |
| Moins : Produits d'intérêt | (9 739 621) | (16 143 025) |
| <i>Flux nets de trésorerie affectés aux activités opérationnelles</i> | <u>(41 298 490)</u> | <u>(71 594 606)</u> |
| Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités d'investissement | | |
| Achat d'immobilisations corporelles | 1 335 656 | 1 717 728 |
| Plus : Produits d'intérêt | 9 739 621 | 16 143 025 |
| <i>Flux nets de trésorerie générés par les activités d'investissement</i> | <u>11 075 277</u> | <u>17 860 753</u> |
| Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités de financement | | |
| Remboursements d'emprunts | (1 335 656) | (1 717 728) |
| <i>Flux nets de trésorerie affectés aux activités de financement</i> | <u>(1 335 656)</u> | <u>(1 717 728)</u> |
| Augmentation/(diminution) nette des liquidités | <u>(31 558 869)</u> | <u>(55 451 581)</u> |
| Liquidités en début d'exercice | <u>272 157 980</u> | <u>327 609 561</u> |
| Liquidités en fin d'exercice | <u>240 599 111</u> | <u>272 157 980</u> |

Les notes afférentes aux comptes font partie intégrante des états financiers

Exposé des principes comptables

1.1 *Base de préparation et présentation*

Les comptes de l'ONUSIDA sont tenus conformément aux dispositions du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'OMS, organisation qui fournit des services d'administration à l'appui du Programme commun conformément à la résolution 1994/24 de l'ECOSOC et à l'Article XI du Mémoire d'accord conclu entre les Coparrainants créant l'ONUSIDA. Les principes comptables et les pratiques de compte rendu financier appliqués par l'ONUSIDA sont en conséquence basés sur le Règlement financier et les Règles de gestion financière de l'OMS. Lorsque ce Règlement et ces Règles ne prévoient pas de dispositions explicites, les dispositions des Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS) s'appliquent. Les états financiers, les notes afférentes et les tableaux annexés sont établis conformément aux UNSAS.

Ces états financiers ont été préparés sur la base du principe dit « de continuité d'exploitation » et se conforment au principe dit « du coût historique » utilisant la méthode de comptabilité dite « d'engagement ».

Les états financiers, notes et tableaux annexés sont présentés en dollars des États-Unis d'Amérique.

La Révision VIII des Normes comptables du système des Nations Unies prévoit une application par étapes des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Il en résulte que l'ONUSIDA et l'OMS ont progressivement adopté les normes IPSAS avant leur application complète à partir de 2012. Pendant l'exercice biennal 2010-2011, l'ONUSIDA a complètement adopté les normes suivantes :

- **IPSAS 2** Tableau des flux de trésorerie
- **IPSAS 4** Effets des variations des cours des monnaies étrangères
- **IPSAS 14** Événements postérieurs à la date de reporting, et
- **IPSAS 23** Produits des opérations sans contrepartie directe

L'ONUSIDA considère que les normes suivantes ne lui sont actuellement pas applicables :

- **IPSAS 6** États financiers consolidés et individuels
- **IPSAS 7** Participation dans des entreprises associées
- **IPSAS 8** Participations dans des coentreprises
- **IPSAS 10** Information financière dans les économies hyperinflationnistes
- **IPSAS 11** Contrats de construction
- **IPSAS 16** Immeubles de placement
- **IPSAS 22** Présentation d'informations financières sur le secteur des administrations publiques, et
- **IPSAS 27** Agriculture

1.2 *Comptabilisation des produits (produits opérationnels)*

Contributions volontaires – Les contributions volontaires sont comptabilisées suivant la méthode dite « d'engagement ». Des accords formels de financement signés par les deux parties sont nécessaires pour pouvoir comptabiliser un actif avant la réception des fonds correspondants. Lorsque tout le financement est payable d'avance, les recettes correspondantes au financement décrit dans l'accord sont comptabilisées lorsque l'accord est signé. Si la réception des fonds doit intervenir à une date future prédéterminée telle que confirmée dans un accord signé, des produits constatés d'avance sont comptabilisés dans l'État de la situation financière – voir la note 4.7. Pendant l'exercice biennal précédent, aucune écriture n'a été comptabilisée au poste Produits constatés d'avances. Ce changement de principe comptable est nécessaire pour se conformer aux normes IPSAS. L'impact de ce changement est un accroissement à la fois d'un poste d'actif (Comptes débiteurs) et d'un poste de passif (Produits constatés d'avance).

Contributions en nature ou sous forme de service – Les contributions de biens ou de services reçues en nature ou sous forme de service par l'ONUSIDA sont comptabilisées pendant l'exercice durant lequel elles ont été reçues. Elles sont comptabilisées à la fois en produits et en charges au niveau du Fonds fiduciaire de l'ONUSIDA pour les activités extrabudgétaires à leur juste valeur telle qu'estimée au plus précis.

1.3 Charges (dépenses)

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment de la fourniture des biens et des services.

1.4 Comptes débiteurs

Les sommes à recevoir sont comptabilisées à leur valeur de réalisation estimée. Aucune provision n'a été comptabilisée pour contributions volontaires douteuses, toutes les créances étant considérées comme recouvrables.

1.5 Provisions et passif éventuel

L'ONUSIDA comptabilise une provision pour toutes les obligations actuelles dont le règlement nécessitera probablement une sortie de fonds et dont la valeur peut être raisonnablement estimée. Ces provisions sont comptabilisées en charges pendant l'exercice où elles sont dotées et un passif correspondant est inscrit dans l'État de la situation financière. Le passif éventuel correspond toutefois à des sorties de fonds potentielles futures qui ne répondent pas aux critères d'une provision (elles ne sont pas probables et ne peuvent être raisonnablement estimées). Si un passif éventuel n'est pas considéré comme très improbable, il doit être indiqué dans les notes afférentes aux comptes.

1.6 Immobilisations corporelles

Les biens immobiliers sont comptabilisés au coût et ne font pas l'objet d'amortissements. Les équipements sont totalement passés en charge à leur coût pendant l'exercice pendant lequel ils sont acquis. Un inventaire des équipements dont le coût individuel est égal ou supérieur à US\$ 2 500 est réalisé et la valeur des équipements est indiquée dans les présentes notes.

Les produits générés par la vente d'équipements acquis durant des exercices précédents sont crédités au poste Autres produits.

1.7 Avantages sociaux

Les avantages sociaux sont comptabilisés en charges suivant la méthode dite « d'engagement ». De même, les indemnités de départ versées aux membres du personnel, y compris l'allocation de rapatriement, l'indemnité pour congés annuels non pris, les frais de voyage et de déménagement lors du rapatriement, sont comptabilisées en charges suivant la méthode dite « d'engagement ». En ce qui concerne l'évaluation actuarielle, les sommes actuellement provisionnées au titre des avantages sociaux ne sont pas suffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses futures.

1.8 Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies

L'ONUSIDA adhère à la Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies (UNJSPF) via l'OMS qui est membre de celle-ci. La Caisse commune a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer au personnel des pensions de retraite ainsi que des prestations en cas de décès ou d'incapacité et d'autres prestations. La Caisse commune a adopté un régime à prestations déterminées. Les engagements financiers de l'organisation envers la Caisse commune sont constitués de la cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que de la part d'un déficit actuariel éventuel qui pourrait devoir être couvert conformément à l'article 26 des statuts de la Caisse. Les sommes nécessaires pour couvrir le déficit ne sont à verser que lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – à la date de l'évaluation – que le déficit soit couvert. À la date du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué cette disposition.

1.9 **Risques financiers**

L'ONUSIDA est exposé à certains risques financiers, notamment le risque de change et le risque de crédit. L'OMS conserve la trésorerie de l'ONUSIDA et conformément au paragraphe 11.1 du Règlement financier, les fonds dont l'utilisation n'est pas prévue dans l'immédiat peuvent être placés. Tous les placements sont réalisés dans le cadre de politiques d'investissement approuvées par le Directeur général de l'OMS. Ces politiques sont régulièrement examinées par le Comité consultatif pour les investissements (*Advisory Investment Committee*) qui inclut des experts en investissement venant de l'extérieur. Le Comité fait des recommandations régulières au Directeur général. La gamme des types de placement se présente comme suit :

- **Placements de nature obligataire à court terme en dollar des États-Unis** – Ce sont des produits de trésorerie et des instruments obligataires de haut niveau de qualité à court terme émis par des États, des agences et des entreprises, conformément à la politique d'investissement approuvée.
- **Placements de nature obligataire à long terme en dollars des États-Unis** – Ce sont des obligations de haut niveau de qualité à moyen et long terme émises par des États, des agences et des entreprises. Ces placements sont représentatifs de fonds gérés pour le Fonds l'assurance-maladie du personnel et le Compte de gestion des indemnités de départ, conformément à la politique d'investissement approuvée.
- **Placements en actions en dollars des États-Unis** – Ces fonds sont gérés pour le Fonds de l'assurance-maladie du personnel conformément à la politique d'investissement approuvée.

Risque de change – L'ONUSIDA reçoit des contributions volontaires et effectue des paiements dans des devises autres que le dollar des États-Unis. Il est exposé à un risque de change lié aux fluctuations des taux de change. Les gains et les pertes de change sur l'achat et la vente de devises, la réévaluation des soldes des livres comptables et les autres écarts de conversion sont ajustés sur les fonds et comptes correspondants.

Risque de crédit – Le risque de crédit associé aux contributions des donateurs et à d'autres produits à recevoir est évoqué ci-dessus dans la note 1.4 sur les Comptes débiteurs. L'ONUSIDA n'est pas assujéti à un risque important de liquidité ou de prix.

Conversion des devises – La conversion en dollars des États-Unis d'opérations libellées dans des devises autres est effectuée au taux de change comptable des Nations Unies en vigueur à la date de l'opération. Les éléments d'actif et de passif qui sont libellés dans des devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur le premier jour du mois aux fins de l'information financière. Les gains et pertes réalisés/latents liés au règlement et à la réévaluation des opérations libellées dans des devises étrangères sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

1.10 **Fonds de péréquation des impôts**

Les personnels de l'ONUSIDA qui sont des citoyens d'États Membres qui prélèvent un impôt sur le revenu sur les émoluments reçus de l'organisation sont inclus dans le Fonds de péréquation des impôts de l'OMS.

1.11 **Produits d'intérêt**

Les fonds de l'ONUSIDA sont gérés par l'OMS de manière centralisée et groupée. Les intérêts acquis sur ces fonds sont répartis proportionnellement au capital dans les comptes centraux. Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode dite « d'engagement ».

1.12 **Comptabilité par fonds**

Méthode de classement des ressources en catégories (par fonds) afin de déterminer leur origine et leur utilisation. La création de ces fonds permet de mieux rendre compte des recettes et des dépenses. Les deux types de fonds de l'ONUSIDA sont les fonds du Budget-plan de travail intégré et les fonds extrabudgétaires. Les virements entre fonds susceptibles d'entraîner une duplication des recettes et/ou des dépenses (y compris des coûts d'appui aux programmes) sont éliminés au moment de la consolidation.

Notes afférentes aux comptes

2. Exposé des objectifs

L'objectif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), tel que mentionné dans le Mémoire d'accord conclu entre les Coparrainants portant création de l'ONUSIDA et dans les résolutions du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) 1994/24 et 1995/2, est de coordonner la riposte du système des Nations Unies à l'épidémie de VIH et de sida.

Cet objectif a été affiné et actualisé du fait de la nouvelle vision et du nouvel énoncé de mission de l'ONUSIDA qui ont été avalisés par le Conseil de Coordination du Programme lors de sa 26^{ème} réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2010. Le nouvel énoncé de mission énumère les cinq fonctions suivantes de l'ONUSIDA :

- **En unissant les efforts** des Nations Unies, de la société civile, des gouvernements, du secteur privé, des institutions mondiales ainsi que des personnes vivant avec le VIH et les plus affectées par ce virus
- **En exprimant haut et fort sa solidarité** avec les personnes les plus affectées par le VIH en vue de défendre la dignité humaine, les droits de l'homme et l'égalité des sexes
- **En mobilisant des ressources** (politiques, techniques, scientifiques et financières) et en rendant chacun (soi-même et les autres) responsable des résultats
- **En communiquant aux agents du changement** des informations stratégiques et des informations probantes pour les influencer et s'assurer que les ressources sont allouées là où elles auront le plus d'impact
- **En soutenant un leadership participatif des pays** en vue de ripostes pérennes qui font partie intégrante et sont intégrées aux efforts nationaux en matière de santé et de développement.

Lors de sa 24^{ème} réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2009, le Conseil de Coordination du Programme a avalisé le programme d'action et les domaines prioritaires inclus dans le Budget-plan de travail intégré 2010-2011. Il a approuvé un budget total de US\$ 484,8 millions (du même niveau que celui de l'exercice biennal précédent) et la répartition suivante des ressources : US\$ 161 millions à partager entre les 10 Coparrainants, US\$ 182,4 millions pour le Secrétariat de l'ONUSIDA, US\$ 136,4 millions pour les activités interinstitutions et US\$ 5 millions pour le fonds d'urgence. En outre, conformément à la décision 7.9 de la 20^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme et après avoir consulté ce dernier, le Directeur exécutif a exercé le pouvoir discrétionnaire qui lui a été conféré pour augmenter le Budget-plan de travail intégré 2010-2011 de US\$ 30 millions, montant qui équivaut à 6 % du budget approuvé de US\$ 484,8 millions pour l'exercice biennal, afin de compenser l'impact des fluctuations des taux de change et de l'appréciation du franc suisse vis-à-vis du dollar des États-Unis. En conséquence, le montant total du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 a été porté à US\$ 514,8 millions.

3. Informations à l'appui de l'État de la performance financière

3.1 *Vue d'ensemble de l'État*

L'État de la performance financière regroupe les produits et les charges relatifs à toutes les activités dans l'ensemble du Programme. Il distingue les activités opérationnelles de celles qui découlent d'opérations de financement. Le Tableau annexé 1 fournit des détails complémentaires par type de fonds.

3.2 *Contributions volontaires*

Les contributions volontaires au profit du Programme ont totalisé US\$ 510,9 millions (US\$ 501,5 millions des gouvernements et US\$ 9,4 millions des Coparrainants de l'ONUSIDA). Le montant susmentionné inclut une somme de US\$ 1,2 million représentant des contributions sous forme de service. Le montant ci-dessus de US\$ 510,9 millions exclut des produits

constatés d'avance d'un total de US\$ 32,6 millions tels que visés dans la note 4.7. Pendant l'exercice biennal 2010-2011, aucune contribution en nature n'a été comptabilisée. Outre les contributions volontaires, un montant total de US\$ 14,6 millions comptabilisé au poste Autres produits opérationnels a été versé par des organisations intergouvernementales, des institutions et d'autres organismes des Nations Unies ainsi que par le secteur privé.

3.3 **Produits et charges financiers**

Le total des produits d'intérêt s'est élevé à US\$ 7,4 millions pour l'exercice biennal 2010-2011 et les gains nets réalisés sur les opérations de couverture et de change ont représenté US\$ 2,3 millions sur le même exercice, ce qui correspond à un montant total de US\$ 9,7 millions au 31 décembre 2011.

| | 2010-2011 (en dollars des États-Unis) | 2008-2009 (en dollars des États-Unis) |
|--|--|--|
| Produits d'intérêt | 7 380 389 | 12 976 931 |
| Gains/(pertes) réalisés sur opérations de couverture | 2 930 511 | - |
| Gains/pertes sur opérations de change | (571 279) | 3 166 094 |
| Total des gains/(pertes) de change | 2 359 232 | 3 166 094 |
| Total | 9 739 621 | 16 143 025 |

3.4 **Charges (dépenses)**

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment de la fourniture des biens et des services. Les fonds affectés correspondent à des fonds définitivement provisionnés pour des biens et des services non encore fournis. Les fonds affectés ne sont pas comptabilisés dans l'État de la performance financière.

3.4.1 Dépenses de personnel et autres charges liées : elles représentent les charges totales liées à l'emploi de personnel dans tous les lieux, y compris les rémunérations au titre du traitement de base et de l'indemnité de poste ainsi que d'autres types de droits (ex : retraite et assurance) payés par le Programme. Les charges liées aux contrats spéciaux de services et aux bourses sont aussi considérées comme des charges de personnel.

3.4.2 Virements et subventions à d'autres entités : cela représente des contrats signés avec des Coparrainants de l'ONUSIDA, d'autres organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales à but non lucratif et des établissements universitaires et scientifiques concernant des activités engagées pour atteindre des objectifs spécifiques du Secrétariat de l'ONUSIDA, des virements aux Coparrainants de l'ONUSIDA pour leur part au titre du Budget-plan de travail 2010-2011 et des virements de Fonds d'accélération programmatique aux Coparrainants dans les pays afin de soutenir les activités domestiques pour contribuer à un élargissement de la riposte nationale au VIH/sida.

3.4.3 Services contractuels : sommes dépensées pour le recours à des prestataires de services, habituellement par le biais d'accords pour exécution de travaux (APW) pour la production de travaux spécifiques ou de contrats de consultants passés avec des particuliers pour qu'ils mènent à bien des activités pour le compte du Programme.

3.4.4 Frais généraux de fonctionnement : ce montant correspond aux frais de fonctionnement du Siège et des bureaux régionaux et de pays. Il englobe les charges liées aux services d'intérêt général, aux télécommunications et aux loyers.

3.4.5 Voyages : les frais de voyage totaux incluent les voyages payés par l'ONUSIDA pour les membres du personnel, les participants aux réunions qui ne font pas partie du personnel, les consultants et les membres du Conseil de Coordination du Programme. Ils comprennent les billets d'avion, les allocations journalières de subsistance et les autres frais liés aux voyages. Ils n'incluent pas les voyages statutaires en cas de nomination, de congé dans les foyers et de départ d'un membre du personnel en fin de contrat.

3.4.6 Équipements, véhicules et mobilier : l'ONUSIDA comptabilise en charge le coût total des équipements, des véhicules et du mobilier au moment de leur livraison. Conformément aux UNSAS, aucune dotation aux amortissements n'est actuellement comptabilisée.

4. Informations à l'appui de l'État de la situation financière

4.1 *Liquidités (espèces et quasi espèces)*

Les liquidités incluent l'encaisse, les valeurs à l'encaissement, les soldes bancaires et d'autres placements extrêmement liquides à court terme qui sont facilement convertibles en espèces et ont des échéances initiales de trois mois maximum. Ces soldes sont détenus de manière centralisée par l'OMS et placés au nom de l'ONUSIDA conformément aux règles et pratiques en vigueur à l'OMS. Le total de US\$ 240 599 111 se décompose comme suit :

| | 31 décembre 2011 <i>(en dollars des États-Unis)</i> | <i>31 décembre 2009</i> <i>(en dollars des États-Unis)</i> |
|--|---|---|
| Comptes bancaires locaux – (comptes d'avances) | 107 057 | 797 292 |
| Compte courant (auprès de l'OMS) | 240 492 054 | 271 360 688 |
| Total | 240 599 111 | 272 157 980 |

4.1.a *Couverture du risque de change sur les coûts salariaux futurs*

Le montant des dépenses salariales dans des devises autres que le dollar (en franc suisse, par exemple) en 2012 a été couvert contre l'impact des fluctuations des taux de change vis-à-vis du dollar des États-Unis. Cette protection a été mise en place par le biais de la négociation de contrats à terme sur devises en 2011. Au 31 décembre 2011, les contrats de couverture de change à terme représentaient CHF 27,0 millions. Les pertes nettes latentes au titre de ces contrats s'élevaient à US\$ 1,2 million au 31 décembre 2011 (rien au 31 décembre 2009). Les gains ou pertes réalisés au titre de ces contrats seront comptabilisés lorsque ceux-ci arriveront à échéance et appliqués pendant l'exercice 2012-2013.

4.1.b *Couverture du risque de change sur les comptes débiteurs et les comptes créditeurs*

Le risque de change est lié aux écarts entre les taux de change auxquels les sommes à recevoir ou les charges à payer en devises sont comptabilisés et les taux de change auxquels les fonds reçus ou les paiements sont ultérieurement enregistrés. Un programme mensuel de couverture est appliqué pour couvrir ce risque de change. Chaque mois, les contributions, les sommes à recevoir et les charges à payer sont compensées par devise et chaque position nette significative en devise est couverte par l'achat ou la vente d'un contrat de change à terme d'une valeur égale et opposée à ladite position. Ces positions sont rééquilibrées à la fin de chaque mois au moment de la fixation des taux de change mensuels des Nations Unies et les contrats de change à terme sont ajustés et prorogés sur le mois suivant pour couvrir la nouvelle position en devise. Grâce à ce processus, les gains ou les pertes de change réalisés sur les contrats de change à terme couvrent les gains ou les pertes de change générés par les variations des contributions, des sommes à recevoir et des charges à payer nettes. Au 31 décembre 2011, le montant total des contrats pour couvrir le risque de change à terme était réparti par devise comme suit :

| Devise achetée à terme | Montant net | Équivalent en dollar des États-Unis | Valeur de marché (dollars des États-Unis) |
|-------------------------------|--------------------|--|--|
| CHF | 5 000 000 | 5 291 005 | (29 988) |
| EUR | 5 750 000 | 7 416 798 | (24 403) |
| GBP | 10 000 000 | 15 414 990 | (55 580) |
| SEK | 20 150 000 | 2 904 984 | (20 184) |
| Total | | 31 027 777 | (130 155) |

4.2 *Comptes débiteurs*

Au 31 décembre 2011, l'encours des sommes à recevoir au titre des contributions s'élevait à US\$ 87,4 millions (US\$ 55,5 millions en 2009). Sur cet encours, US\$ 54,6 millions correspondaient à des soldes de lettres de crédit du gouvernement des États-Unis d'Amérique, US\$ 31,2 millions à des sommes à recevoir exigibles lors d'exercices futurs (répartis entre comptes débiteurs courants d'un montant de US\$ 25,8 millions exigibles en 2012 et comptes débiteurs non courants d'un montant de US\$ 5,4 millions exigibles en 2013 et 2014) et le solde restant de US\$ 1,6 million correspondait à des sommes à recevoir non versées par plusieurs donateurs.

4.3 **Avances au PNUD**

En vertu de l'« Accord de travail entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) concernant la fourniture de services d'appui administratif par le PNUD » signé en avril 1996 et actualisé en juin 2008, le PNUD fournit des services d'appui administratif à l'ONUSIDA dans les bureaux de pays et de régions. Du fait de cet accord, l'ONUSIDA doit périodiquement avancer des fonds au PNUD pour couvrir les paiements effectués par le PNUD au nom de l'ONUSIDA. Pendant l'exercice 2010-2011, l'avance mensuelle moyenne s'élevait à US\$ 4,0 millions.

4.4 **Autres créances**

Au 31 décembre 2011, l'encours de US\$ 0,9 million d'autres créances (US\$ 0,6 million au 31 décembre 2009) correspondait à différentes avances liées aux charges de personnel, telles que les salaires, aux loyers, aux allocations pour frais d'études et aux voyages. Il convient de noter qu'avant l'application du système de planification des ressources de l'entreprise (ERP) Oracle, les paiements relatifs aux indemnités journalières de subsistance et aux allocations pour frais d'études étaient considérés comme des avances et comptabilisés comme des créances. Après l'application de l'ERP, les versements liés aux voyages et aux frais pour études ont été considérés comme des dépenses comptabilisées au moment du paiement. Lorsque les frais de voyage et d'études varient et que cela se traduit par un montant dû à l'Organisation, une créance est alors comptabilisée.

Conformément à l'article 380.6 du Règlement du Personnel de l'OMS, la rémunération d'un membre du personnel peut lui être versée par avance si elle devient exigible pendant une absence liée à un congé ou à un voyage officiel ; elle peut également être versée par avance dans des situations d'urgence. Lorsque les salaires du personnel sont traités par le service de la paie, l'avance est recouvrée et les montants imputés au projet concerné. À cet égard, une provision de US\$ 0,1 million pour recouvrements douteux d'avances sur salaire a été comptabilisée au 31 décembre 2011.

4.5 **Charges constatées d'avance**

Le montant total des charges constatées d'avance s'élevait à US\$ 1,2 million (US\$ 38,8 millions au 31 décembre 2009). Sur ce montant, une somme de US\$ 0,7 million concerne des avances versées aux Coparrainants de l'ONUSIDA au titre de leur part du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2012-2015 pour l'exercice biennal 2012-2013. Le montant restant de US\$ 0,5 million correspond à des paiements à des fournisseurs en anticipation de la réception de biens ou de services qui seront comptabilisés en charges en 2012.

4.6 **Équipement durable**

Au 31 décembre 2011, la valeur totale des équipements durables s'élevait à US\$ 10,1 millions (US\$ 10,3 millions au 31 décembre 2009). Conformément aux principes comptables établis, les équipements non consommables (notamment le mobilier, les ordinateurs et autres équipements de bureau, et les véhicules à moteur) sont comptabilisés en charges à leur coût. Un inventaire des équipements non consommables est tenu à jour et leur valeur est indiquée dans les présentes notes. À des fins d'information financière, seuls les équipements dont le coût est égal ou supérieur à US\$ 2 500 sont pris en compte. L'inventaire au 31 décembre 2009 incluait tous les articles inventoriés quel que soit leur coût et il a été procédé à un nouvel inventaire pour n'inclure que les articles dont le coût est égal ou supérieur à US\$ 2 500.

| | 31 décembre 2011 | 31 décembre 2009 (après nouvel inventaire) |
|-------------------------|--|---|
| | en milliers de dollars des États-Unis) | (en milliers de dollars des États-Unis) |
| Solde d'ouverture | 10 265 | 7 804 |
| Acquisitions | 1 479 | 3 453 |
| Cessions | 1 663 | 992 |
| Solde de clôture | 10 081 | 10 265 |

4.7 Produits constatés d'avance

Au 31 décembre 2011, les produits constatés d'avance s'élevaient à US\$ 32,6 millions. Ce montant correspond aux contributions pluriannuelles promises en 2010-2011 mais dont la réception est différée à des exercices futurs. Sur ce montant, US\$ 5,4 millions correspondent à des produits constatés d'avance non courants à recevoir en 2013 et 2014. Des produits constatés d'avance sont comptabilisés pour la première fois dans les états financiers 2011 car l'ONUSIDA fait évoluer ses principes comptables pour qu'ils s'alignent sur les normes IPSAS.

4.8 Comptes créditeurs

Ils représentent le montant total dû aux fournisseurs pour des biens et services. Les charges à payer pour les activités programmatiques de l'ONUSIDA totalisaient US\$ 1,7 million au 31 décembre 2011 (US\$ 11,5 millions au 31 décembre 2009).

4.9 Autres dettes à court terme

Au 31 décembre 2011, le solde total des autres dettes à court terme s'élevait à US\$ 0,9 million (US\$ 0,4 million au 31 décembre 2009). Ces montants sont liés à différents engagements à court terme, tels que détaillés ci-dessous.

| | 31 décembre 2011 (en dollars des États-Unis) | 31 décembre 2009 (en dollars des États-Unis) |
|--|---|---|
| Dettes liées aux salaires | 522 976 | 401 989 |
| Charges à payer (biens ou services reçus non facturés) | 368 639 | - |
| Total | 891 615 | 401 989 |

4.10 Immobilisations corporelles (bâtiments) et emprunts à long terme

Lors de sa 12^{ème} réunion de mai 2004, le Conseil de Coordination du Programme a avalisé la négociation par l'ONUSIDA d'un prêt direct auprès de la Confédération suisse pour la construction d'un nouveau bâtiment à Genève pour le Secrétariat de l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour un coût estimé de CHF 66 millions, sur lequel la part de l'ONUSIDA est estimée à CHF 33 millions. En décembre 2003, la Confédération suisse s'est engagée à fournir un prêt sans intérêt d'un montant de CHF 59,8 millions, sur lequel la part de l'ONUSIDA est de CHF 29,9 millions. Le remboursement sur une période de 50 ans de la part de l'ONUSIDA sur ce prêt sans intérêt fourni par la Confédération suisse est effectué via une réaffectation des fonds autrement dépensés pour la location de bureaux à partir de la première année d'achèvement du bâtiment.

Le bâtiment a été achevé en novembre 2006. Le montant inscrit au poste Bâtiment inclut US\$ 25,6 millions qui représentent la part de 50 % des engagements de l'ONUSIDA au titre du bâtiment au 31 décembre 2007.

Le prêt remboursable de US\$ 21,1 millions au 31 décembre 2011 représente le solde de la part de l'ONUSIDA dans le prêt reçu de la Confédération suisse.

4.11 Provisions pour avantages sociaux dus au personnel

Elles représentent :

- (i) **Le compte pour les indemnités de fin de contrat** : ce compte a été créé pour assurer le financement des rémunérations dues aux membres du personnel en fin de contrat, notamment l'allocation de rapatriement, l'indemnité pour congés annuels accumulés, les frais de voyage et de déménagement lors d'un rapatriement. Il est financé par une provision budgétaire fixée à 2,5 % du salaire et de l'indemnité de poste pour 2010-2011. Il convient de noter que le compte ne couvre pas l'ensemble des engagements à long terme du Programme pour les indemnités de fin de contrat. La dernière étude actuarielle a estimé l'ensemble de l'engagement à US\$ 23,9 millions au 31 décembre 2011. Ce calcul n'incluait pas les charges liées à l'allocation de fin de contrat ou au départ d'un commun accord en cas de suppression de poste.
- (ii) **Le compte pour les droits à indemnité non inclus dans le traitement** : ce compte permet de financer les droits à indemnité du personnel non inclus dans le traitement. Ils se composent des allocations pour frais d'études, des frais de voyage liés à l'allocation pour frais d'études, des frais

pour congés dans les foyers, des frais de voyage lors des recrutements et des affectations, des primes d'affectation et des frais de transport des effets personnels.

| | 31 décembre 2011 (en dollars des États-Unis) | 31 décembre 2009 (en dollars des États-Unis) |
|--|---|---|
| Indemnités de fin de contrat | 8 907 809 | 6 357 869 |
| Droits à indemnité non inclus dans le traitement | 4 335 470 | (639 166) |
| Total | 13 243 279 | 5 718 703 |

4.12 **Assurance-maladie du personnel**

Le personnel de l'ONUSIDA est couvert par l'Assurance-maladie du personnel de l'OMS. Les recettes du fonds de l'Assurance-maladie de l'OMS comprennent les cotisations des membres du personnel en service et retraité (versées à raison d'un tiers par le participant et de deux tiers par le Programme) ainsi que les intérêts acquis sur les placements. Afin d'assurer un financement adéquat des demandes de remboursement futures des retraités, un pourcentage fixe (actuellement 25 %) des cotisations des membres du personnel en service est mis de côté chaque année. Les 75 % restants des cotisations sont nécessaires pour couvrir les demandes de remboursement des membres du personnel en service. Il convient de noter que le solde des fonds pour l'assurance-maladie après la cessation de service (ASHI) n'est pas suffisant pour couvrir tous les coûts futurs. La dernière évaluation actuarielle au 31 décembre 2011 estime la charge totale pour l'ONUSIDA à US\$ 63,2 millions. La charge nette non financée s'élève à US\$ 34,0 millions (c'est-à-dire US\$ 63,2 millions moins les actifs du plan propres à l'ONUSIDA de US\$ 29,2 millions).

4.13 **Dispenses administratives, montants passés par pertes et profits, versements à titre gracieux et fraudes**

Pendant l'exercice biennal 2010-2011, le Programme n'a comptabilisé aucune dispense administrative ni aucun montant passé par pertes et profits ou versement à titre gracieux. En outre, aucun cas de fraude n'a été déclaré pendant ce même exercice.

4.14 **Passif éventuel**

Au 31 décembre 2011, il y avait un litige lié au personnel en cours devant le Comité d'appel du Siège de l'OMS qui devrait être transféré devant le Tribunal administratif de l'OIT. La procédure juridique n'est pas suffisamment avancée pour évaluer avec certitude l'ampleur de la responsabilité du Programme.

4.15 **Variations de l'actif net/situation nette**

Cet état est divisé en deux catégories, à savoir les actifs soumis à restrictions et les actifs non soumis à restrictions. Les actifs non soumis à restrictions correspondent aux fonds de l'ONUSIDA. Les actifs soumis à restrictions correspondent aux soldes des fonds qui sont contractuellement engagés pour être dépensés au profit d'activités et/ou de zones géographiques désignées. Le donateur peut demander que ces fonds lui soient remboursés s'ils ne sont pas dépensés selon les modalités ou dans les délais prévus dans l'accord.

5. **Informations à l'appui de l'État des variations de l'actif net/situation nette**

5.1 **Fonds de réserve**

En attendant la réception des contributions de base, la mise en œuvre du Budget-plan de travail intégré peut être financée par le Fonds de réserve dont la création a été décidée par le Conseil de Coordination du Programme en juin 1996. Les règles et procédures régissant l'utilisation du Fonds de réserve par le Directeur exécutif ont été décidées lors de la 6^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme qui s'est tenue à Genève en mai 1998.

5.2 **Fonds propres engagés dans les immobilisations**

Pendant l'exercice, les immobilisations sont comptabilisées en charges au moment de l'achat, ce qui réduit les soldes affectés des fonds correspondants. À la fin de chaque exercice, ces immobilisations sont portées au crédit des fonds propres. À la fin 2011, les fonds propres engagés dans les immobilisations représentaient US\$ 4,5 millions au titre de la part de l'ONUSIDA dans le bâtiment du Siège de Genève.

Tableau annexé 1

État de la performance financière par principaux types de fonds
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(en dollars des États-Unis)

| Notes | Budget-plan de travail intégré | Fonds extrabudgétaires | | | Totaux | |
|--|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------|---------------------------------|----------------------------------|
| | | Fonds extrabudgétaires | Éliminations | Sous-total | | |
| | (a) | (b) | (c) | (d) = (b + c) | (e) = (a+d) | |
| Produits | | | | | | |
| Contributions volontaires | 3.2 | | | | | |
| Gouvernements | | 461 493 845 | 40 024 561 | - | 40 024 561 | 501 518 406 |
| Organismes coparrainants | | 7 500 000 | 1 871 337 | - | 1 871 337 | 9 371 337 |
| Autres produits opérationnels | | 341 266 | 14 259 597 | - | 14 259 597 | 14 600 863 |
| Produits liés aux coûts d'appui aux programmes | | - | 788 988 | 788 988 | - | - |
| Produits financiers | 3.3 | 7 818 964 | 1 920 657 | - | 1 920 657 | 9 739 621 |
| Total des produits | | 477 154 075 | 58 865 140 | 788 988 | 58 076 152 | 535 230 227 |
| Charges | | | | | | |
| Dépenses de personnel et autres charges liées | 3.4 | 221 867 809 | 19 839 744 | - | 19 839 744 | 241 707 553 |
| Virements et subventions à d'autres entités | | 189 667 087 | 15 091 231 | - | 15 091 231 | 204 758 318 |
| Services contractuels | | 43 595 620 | 46 298 477 | - | 46 298 477 | 89 894 097 |
| Frais généraux de fonctionnement | | 32 641 678 | 3 490 105 | - | 3 490 105 | 36 131 783 |
| Voyages | | 18 701 395 | 7 265 625 | - | 7 265 625 | 25 967 020 |
| Équipements, véhicules et mobilier | | 4 743 867 | 1 586 815 | - | 1 586 815 | 6 330 682 |
| Coûts d'appui aux programmes | | - | 788 988 | 788 988 | - | - |
| Total des charges | | 511 217 456 ^{1/} | 94 360 985 ^{1/} | 788 988 | 93 571 997 ^{1/} | 604 789 453 ^{1/} |
| Total de l'excédent/(déficit) de l'exercice | | (34 063 381) | (35 495 845) | - | (35 495 845) | (69 559 226) |

^{1/} Ces montants incluent des dépenses au titre des budgets-plans de travail intégrés approuvés 2008-2009 et 2010-2011 telles que détaillées ci-dessous :

| | Budget-plan de travail intégré | Fonds extrabudgétaires | | | Totaux |
|---------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------|-------------------|--------------------|
| | | Fonds extrabudgétaires | Éliminations | Sous-total | |
| 2010-2011 | 493 950 474 | 88 971 805 | 788 988 | 88 182 817 | 582 133 291 |
| 2008-2009 | 17 266 982 | 5 389 180 | - | 5 389 180 | 22 656 162 |
| Total des dépenses | 511 217 456 | 94 360 985 | 788 988 | 93 571 997 | 604 789 453 |

Tableau annexé 2

**Budget-plan de travail intégré - détail des recettes
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011**

(en dollars des États-Unis)

| Contributions volontaires | Fonds disponibles au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 |
|---|---|
| Gouvernements | |
| Andorre | 84 585 |
| Australie | 6 818 182 |
| Autriche | 292 448 |
| Belgique | 12 048 491 |
| Canada | 10 717 334 |
| Chine | 200 000 |
| Danemark | 14 500 945 |
| Finlande | 25 840 471 |
| Gouvernement flamand | 1 056 337 |
| France | 1 944 669 |
| Allemagne | 7 067 787 |
| Irlande | 8 226 073 |
| Israël | 172 500 |
| Japon | 5 650 271 |
| Liechtenstein | 52 065 |
| Luxembourg | 8 717 093 |
| Monaco | 347 744 |
| Pays-Bas | 72 947 349 |
| Nouvelle-Zélande | 5 250 350 |
| Norvège | 55 758 843 |
| Pologne | 191 653 |
| Portugal | 412 968 |
| Fédération de Russie | 1 000 000 |
| République de Corée | 100 000 |
| Espagne | 8 309 054 |
| Suède | 81 309 511 |
| Suisse | 9 694 133 |
| Thaïlande | 199 973 |
| Turquie | 1 800 000 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 31 412 347 |
| États-Unis d'Amérique | 89 370 669 |
| Sous-total | 461 493 845 |
| Organismes coparrainants | |
| Banque mondiale | 7 500 000 |
| Sous-total | 7 500 000 |
| Autres | |
| United Nations Federal Credit Union | 53 890 |
| Divers | 287 376 |
| Sous-total | 341 266 |
| Produits financiers | |
| Intérêts | 7 818 964 |
| Sous-total | 7 818 964 |
| TOTAL | 477 154 075 |

Tableau annexé 3

**Fonds extrabudgétaires - détail des recettes
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(en dollars des États-Unis)**

| Contributions volontaires | Fonds disponibles au titre des fonds extrabudgétaires de l'exercice 2010-2011 |
|---|---|
| Gouvernements | |
| Australie | 10 690 624 |
| Canada | 113 079 |
| Danemark | 4 378 517 |
| France | 1 279 811 ^{1/} |
| Allemagne | 71 327 |
| Irlande | 2 091 908 |
| Japon | 800 000 |
| Luxembourg | 4 107 506 |
| Pays-Bas | 1 377 301 ^{2/} |
| Norvège | 581 344 |
| Fédération de Russie | 750 000 |
| Espagne | 386 133 |
| Suède | 2 984 662 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 2 649 964 |
| États-Unis d'Amérique (CDC) | 2 014 697 |
| États-Unis d'Amérique (USAID) | 5 747 688 |
| Sous-total | 40 024 561 |
| Organismes coparrainants | |
| PNUD | 1 288 210 |
| OMS | 583 127 |
| Sous-total | 1 871 337 |
| Autres | |
| AIDS Life | 168 975 |
| Fondation ASEAN | 140 097 |
| CARICOM | 84 436 |
| Commission européenne | 2 342 303 |
| Fondation Ford | 1 340 000 |
| Fondation Open Society | 25 000 |
| Allemagne, GTZ | 1 432 789 |
| Fonds mondial | 20 000 |
| Bureau du MDTF | 6 009 711 |
| HCDH | 95 000 |
| Research Triangle Institute | 20 000 |
| Public Health Foundation in India | 71 262 |
| UNCERF | 902 866 |
| UNOPS | 454 404 |
| The Wellcome Trust | 8 157 |
| Divers | 1 966 162 |
| Remboursements aux donateurs et à d'autres | (821 565) |
| Sous-total | 14 259 597 |
| Produits financiers | |
| Intérêts | 1 920 657 |
| Sous-total | 1 920 657 |
| TOTAL | 58 076 152 |

^{1/} Inclut une contribution sous forme de service pour US\$ 714 255.

^{2/} Inclut une contribution sous forme de service pour US\$ 453 456.

Tableau annexé 4

Budget-plan de travail intégré 2010-2011
Budget, dépenses et fonds affectés (résumé) par effet direct principal
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(en dollars des États-Unis)

| Effet direct principal | Allocations approuvées 2010-2011 | Dépenses | Fonds affectés ^{a/} | Total | Solde | Taux de mise en œuvre |
|---|--|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------|--------------------------|
| | (a) | (b) | (c) | (d) = (b + c) | (e) = (a - d) | (f) = (d / a) |
| 1 Renforcement du leadership et de la mobilisation des ressources pour une riposte large au VIH au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays. | 73 797 330 | 71 848 190 | 3 705 033 | 75 553 223 | (1 755 893) | 102.4% |
| 2 Renforcement et mise à disposition des informations stratégiques nécessaires pour aider les pays à connaître leur épidémie, orienter une riposte éclairée par le concret et permettre une meilleure responsabilisation. | 37 448 672 | 36 201 754 | 1 507 069 | 37 708 823 | (260 151) | 100.7% |
| 3 Renforcement des ressources humaines et des systèmes publics et de la société civile pour élaborer, mettre en œuvre et élargir/intensifier des ripostes au VIH complètes et éclairées par le concret. | 102 174 825 | 102 650 391 | 1 217 186 | 103 867 577 | (1 692 752) | 101.7% |
| 4 Renforcement des politiques et des stratégies tenant compte des différences entre les sexes et respectueuses des droits de la personne qui visent à réduire la stigmatisation et la discrimination, y compris, le cas échéant, les initiatives ciblées sur le commerce du sexe, la consommation de drogues, l'incarcération et la diversité sexuelle. | 19 652 573 | 17 584 833 | 414 359 | 17 999 191 | 1 653 382 | 91.6% |
| 5 Renforcement des capacités nationales à élargir et intensifier la prévention, le traitement, les soins et l'appui en rapport avec le VIH. | 48 505 097 | 43 210 484 | 442 829 | 43 653 313 | 4 851 784 | 90.0% |
| 6 Élargissement de la couverture et meilleure pérennisation des programmes de prévention, de traitement, de soins et d'appui en rapport avec le VIH, et qui luttent contre la vulnérabilité et l'impact associés au commerce du sexe, à la consommation de drogues, à l'incarcération et aux rapports sexuels entre hommes. | 15 129 260 | 15 129 260 | - | 15 129 260 | - | 100.0% |
| 7 Élargissement de la couverture et meilleure pérennisation des programmes, notamment ceux qui luttent contre la vulnérabilité et l'impact du VIH sur les femmes et les filles, les jeunes, les populations affectées par des situations de crise humanitaire et les populations mobiles | 37 894 503 | 33 983 669 | 271 553 | 34 255 222 | 3 639 281 | 90.4% |
| 8 Renforcement de la coordination, l'alignement et l'harmonisation à tous les niveaux de la riposte au VIH. | 180 217 740 | 173 341 894 | 8 548 775 | 181 890 669 | (1 672 929) | 100.9% |
| Total | 514 820 000 | 493 950 474 | 16 106 804 | 510 057 279 | 4 762 721 | 99.1% |

^{a/} Les fonds affectés sont des fonds définitivement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

Tableau annexé 5

Budget-plan de travail intégré 2008-2009
Dépenses 2010-2011 liées à des fonds affectés au titre du Budget-plan de travail intégré 2008-2009 par effet direct principal
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(en dollars des États-Unis)

| Effet direct principal | Solde Budget- plan de travail intégré 2008-2009 | Fonds affectés 2008-2009 ^{a/} | Total disponible | Dépenses 2010-2011 | Solde | Taux de mise en œuvre |
|--|--|---|---------------------|-----------------------|-------------------|--------------------------|
| | (a) | (b) | (c) | (d) | (e) = (c - d) | (f) = (d / c) |
| 1 Leadership et mobilisation des ressources | 481 085 | 11 206 680 | 11 687 765 | 7 051 483 | 4 636 282 | 60.3% |
| 2 Planification, financement, assistance technique et coordination | 397 805 | 10 668 523 | 11 066 328 | 6 427 154 | 4 639 174 | 58.1% |
| 3 Renforcement de la base de preuves et de la responsabilisation | 44 128 | 2 762 168 | 2 806 296 | 1 956 895 | 849 401 | 69.7% |
| 5 Droits de la personne, sexospécificité, stigmatisation et discrimination | 896 651 | 708 267 | 1 604 918 | 441 161 | 1 163 757 | 27.5% |
| 6 Populations les plus exposées au risque d'infection | 414 232 | 1 017 049 | 1 431 281 | 711 284 | 719 997 | 49.7% |
| 7 Les femmes et les filles, les jeunes, les enfants et les populations en situation de crise humanitaire | 759 089 | 1 181 640 | 1 940 729 | 679 005 | 1 261 724 | 35.0% |
| Total | 2 992 989 | 27 544 327 | 30 537 316 | 17 266 982 | 13 270 334 | 56.5% |

^{a/} Correspond au solde de clôture du rapport financier 2008-2009, tableau annexé 4, page 27.

Tableau annexé 6

Fonds extrabudgétaires
Fonds disponibles, dépenses et fonds affectés (résumé) par origine des recettes
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(en dollars des États-Unis)

| Origine des recettes | Report | Fonds reçus en | Total des fonds | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total | Taux de mise |
|---|-------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| | 2008-2009 | 2010-2011 | disponibles | | | | en œuvre |
| | (a) | (b) | (c) = (a+b) | (d) | (e) | (f) = (d + e) | (g) = (f / c) |
| Contributions volontaires et autres recettes | | | | | | | |
| Australie | 4 385 336 | 10 690 624 | 15 075 960 | 8 769 479 | 2 020 361 | 10 789 840 | 71.6% |
| Autriche | 724 319 | - | 724 319 | 722 804 | - | 722 804 | 99.8% |
| Belgique | 178 368 | - | 178 368 | - | - | - | - |
| Canada | 1 786 | 113 079 | 114 865 | 100 567 | 7 003 | 107 570 | 93.6% |
| Danemark | 220 271 | 4 378 517 | 4 598 788 | 3 827 194 | 99 181 | 3 926 375 | 85.4% |
| Finlande | 1 343 094 | - | 1 343 094 | 1 313 502 | 11 256 | 1 324 758 | 98.6% |
| France | 1 676 410 | 1 279 811 ^{c/} | 2 956 221 ^{c/} | 2 367 309 | 136 388 | 2 503 697 | 84.7% |
| Allemagne, notamment GTZ | 1 143 102 | 1 504 116 | 2 647 218 | 1 477 752 | 255 833 | 1 733 585 | 65.5% |
| Grèce | 5 613 | - | 5 613 | 5 613 | - | 5 613 | 100.0% |
| Irlande | 3 821 579 | 2 091 908 | 5 913 487 | 3 059 425 | 285 729 | 3 345 154 | 56.6% |
| Japon | 530 594 | 800 000 | 1 330 594 | 1 011 842 | 67 422 | 1 079 264 | 81.1% |
| Luxembourg | 7 889 612 | 4 107 506 | 11 997 118 | 9 019 489 | 1 902 618 | 10 922 107 | 91.0% |
| Ministère de la communauté flamande, Belgique | 1 164 335 | - | 1 164 335 | 1 133 448 | 30 716 | 1 164 164 | 100.0% |
| Mozambique | 68 294 | - | 68 294 | 68 294 | - | 68 294 | 100.0% |
| Pays-Bas | 294 272 | 1 377 301 ^{d/} | 1 671 573 ^{d/} | 1 157 715 | 29 573 | 1 187 288 | 71.0% |
| Nouvelle-Zélande | 158 672 | - | 158 672 | 113 855 | - | 113 855 | 71.8% |
| Norvège | 949 749 | 581,344 | 1 531 093 | 1 073 296 | 132 475 | 1 205 771 | 78.8% |
| Fédération de Russie | 7 907 | 750 000 | 757 907 | 749,541 | - | 749 541 | 98.9% |
| Arabie saoudite | 12 765 | - | 12 765 | 12 765 | - | 12 765 | 100.0% |
| Espagne | 1 346 169 | 386 133 | 1 732 302 | 1 302 406 | 104 176 | 1 406 582 | 81.2% |
| Suède | 6 658 603 | 2 984 662 | 9 643 265 | 8 732 389 | 260 352 | 8 992 741 | 93.3% |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 1 502 107 | 2 649 964 | 4 152 071 | 1 698 505 | 688 932 | 2 387 437 | 57.5% |
| États-Unis d'Amérique (CDC) | 2 226 839 | 2 014 697 | 4 241 536 | 1 168 146 | 179 090 | 1 347 236 | 31.8% |
| États-Unis d'Amérique (NHI) | 16 807 | - | 16 807 | - | - | - | - |
| États-Unis d'Amérique (USAID) | 4 767 013 | 5 747 688 | 10 514 701 | 8 965 067 | 585 489 | 9 550 556 | 90.8% |
| AIDS Life | - | 168 975 | 168 975 | 29 195 | - | 29 195 | 17.3% |
| Fondation ASEAN | - | 140 097 | 140 097 | 8 249 | 80 000 | 88 249 | 63.0% |
| AWARE | 30 009 | - | 30 009 | - | - | - | - |
| Fondation Bill & Melinda Gates | 1 258 260 | - | 1 258 260 | 1 181 360 | 14 866 | 1 196 226 | 95.1% |
| CARICOM | 109 023 | 84 436 | 193 459 | 188 680 | - | 188 680 | 97.5% |
| Commission des Communautés européennes | 27 117 | - | 27 117 | - | - | - | - |
| Commission européenne | - | 2 342 303 | 2 342 303 | 1 439 153 | 288 875 | 1 728 028 | 73.8% |
| Fondation Ford | 536 276 | 1 340 000 | 1 876 276 | 1 399 332 | 155 769 | 1 555 101 | 82.9% |
| Fondation Open Society | - | 25 000 | 25 000 | 25 000 | - | 25 000 | 100.0% |
| Geneva Global Inc. | 26 549 | - | 26 549 | - | - | - | - |
| Fonds mondial | 149 880 | 20 000 | 169 880 | 25 274 | - | 25 274 | 14.9% |
| Imperial College London | 13 808 | - | 13 808 | - | - | - | - |
| Organisation internationale du Travail | 9 019 | - | 9 019 | 3 907 | - | 3 907 | 43.3% |
| Bureau du MDTF | - | 6 009 711 | 6 009 711 | 2 377 741 | 1 599 446 | 3 977 187 | 66.2% |
| ANRS | 10 589 | - | 10 589 | - | - | - | - |
| OPEP | 1 021 858 | - | 1 021 858 | 992 483 | 29 375 | 1 021 858 | 100.0% |
| HCDH | - | 95 000 | 95 000 | 95 000 | - | 95 000 | 100.0% |
| Public Health Foundation in India | - | 71 262 | 71 262 | - | 66 543 | 66 543 | 93.4% |
| Research Triangle Institute | - | 20 000 | 20 000 | 18 692 | - | 18 692 | 93.5% |
| Communauté de Développement de l'Afrique australe | 43 555 | - | 43 555 | - | - | - | - |
| The Welcome Trust | - | 8 157 | 8 157 | 8 157 | - | 8 157 | 100.0% |
| Université de Stanford | 10 000 | - | 10 000 | - | - | - | - |
| UNCERF | - | 902 866 | 902 866 | 745 900 | 154 611 | 900 511 | 99.7% |
| PNUD | 2 205 232 | 1 288 210 | 3 493 442 | 3 139 319 | 348 634 | 3 487 953 | 99.8% |
| UNESCO | 116 000 | - | 116 000 | - | - | - | - |
| HCR | 83 562 | - | 83 562 | - | - | - | - |
| UNICEF | 36 767 | - | 36 767 | - | - | - | - |
| UNIFEM | 22 145 | - | 22 145 | - | - | - | - |
| Nations Unies | 20 000 | - | 20 000 | - | - | - | - |
| Fondation des Nations Unies | 4 668 | - | 4 668 | 4 668 | - | 4 668 | 100.0% |
| UNODC | 13 825 | - | 13 825 | - | - | - | - |
| UNOPS | 106 304 | 454 404 | 560 708 | 494 900 | 51 702 | 546 602 | 97.5% |
| PAM | 14 019 | - | 14 019 | 5 642 | - | 5 642 | 40.2% |
| OMS | 98 429 | 583 127 | 681 556 | 430 022 | 10 193 | 440 215 | 64.6% |
| Banque mondiale | 7 275 | - | 7 275 | - | - | - | - |
| Allocations spéciales CCP | 20 065 783 | - | 20 065 783 | 18 471 044 | 1 466 772 | 19 937 816 | 99.4% |
| Divers | 32 639 | 1 966 162 | 1 998 801 | - | - | - | - |
| Intérêts et autres | 12 605 030 | 1 920 657 | 14 525 687 | 5 426 864 | 609 425 | 6 036 289 | 41.6% |
| Remboursements aux donateurs | - | (821 565) | (821 565) | - | - | (821 565) | - |
| Coûts d'appui aux programmes (PSC) | - | - | - | (788 988) ^{e/} | - | (788 988) | - |
| Total | 79 771 237 | 58 076 152 | 137 847 389 | 93 571 997 | 11 672 805 | 104 423 237 | 75.8% |

a/ Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009, comme indiqué dans le Tableau annexé 1 en page 26.

b/ Les fonds affectés sont des fonds définitivement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

c/ Inclut une contribution sous forme de service pour US\$ 714 255

d/ Inclut une contribution sous forme de service pour US\$ 453 456

e/ Prière de vous reporter à la note 1.12 en page 18

SECTION III

INFORMATIONS SUR LA GESTION

I. Fonds reçus au titre de l'exercice biennal 2010-2011

Au cours de l'exercice considéré, des produits d'un montant de US\$ 477,1 millions ont été reçus au profit du Budget-plan de travail intégré 2010-2011. Ce montant a été financé par trente et un gouvernements à hauteur de 96,7 % et par la Banque mondiale à hauteur de 1,6 %. Le solde (soit 1,7 %) est composé de produits financiers (principalement des produits d'intérêt) reçus et répartis pendant l'exercice considéré ainsi que de recettes diverses, y compris des fonds reçus d'institutions publiques et de donateurs privés autres que les gouvernements, de donations diverses et d'honoraires reçus. Le Tableau annexé 2 en page 27 fournit des détails sur ces recettes.

En outre, des ressources extrabudgétaires d'un montant de US\$ 58,1 millions ont été mises à la disposition de l'ONUSIDA pour appuyer un certain nombre d'activités au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays, et un certain nombre d'activités gérées au niveau interinstitutions qui ne sont pas incluses dans le Budget-plan de travail intégré et ne sont pas du ressort spécifique des Coparrainants. Ce montant englobe des produits financiers (principalement des produits d'intérêt) de US\$ 1,9 million reçus et répartis pendant l'exercice concerné. Le Tableau annexé 3 en page 28 fournit des détails sur les origines de ces fonds.

II. Fonds dépensés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

Les dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont totalisé US\$ 604,8 millions, comme indiqué dans le Tableau annexé 1 (colonne e) en page 26. Sur ce montant total, US\$ 494 0 millions représentent des dépenses au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011, US\$ 17,2 millions des dépenses au titre des fonds affectés en 2008-2009 et les US\$ 93,6 millions restants des dépenses imputées sur des fonds extrabudgétaires.

Les dépenses de US\$ 494,0 millions engagées pour la mise en œuvre des activités de riposte au sida prévues dans le Budget-plan de travail intégré 2010-2011 ont été réparties comme suit :

- (a) US\$ 161,0 millions dépensés au profit des Coparrainants,
- (b) US\$ 131,9 millions dépensés pour les activités interinstitutions, et
- (c) US\$ 201,1 millions dépensés pour le Secrétariat.

En plus du montant dépensé au titre du Budget-plan de travail intégré susmentionné, une somme de US\$ 16,1 millions a été affectée pendant le même exercice, ce qui représente globalement un taux d'engagement de 99,1 % (résumé dans le Tableau annexé 4 en page 29). Les fonds affectés correspondent à des fonds définitivement provisionnés pour des biens et des services non encore fournis.

Tableau 1 : Budget-plan de travail intégré – allocations approuvées, dépenses et fonds affectés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (en milliers de dollars des États-Unis)

| | Allocations approuvées | Dépenses | Fonds affectés ^{a/} | Total | Solde | Taux de mise en œuvre |
|------------------------------------|------------------------|----------------|------------------------------|----------------|---------------|-----------------------|
| | (a) | (b) | (c) | (d) = (b + c) | (e) = (a - d) | (f) = (d / a) |
| Coparrainants | 160 970 | 160 970 | | 160 970 | - | 100.0% |
| Activités interinstitutions | 136 450 | 131 874 | 4 242 | 136 116 | 334 | 99.8% |
| Secrétariat | 217 400 | 201 106 | 11 865 | 212 971 | 4 429 | 98.0% |
| Total | 514 820 | 493 950 | 16 107 | 510 057 | 4 763 | 99.1% |

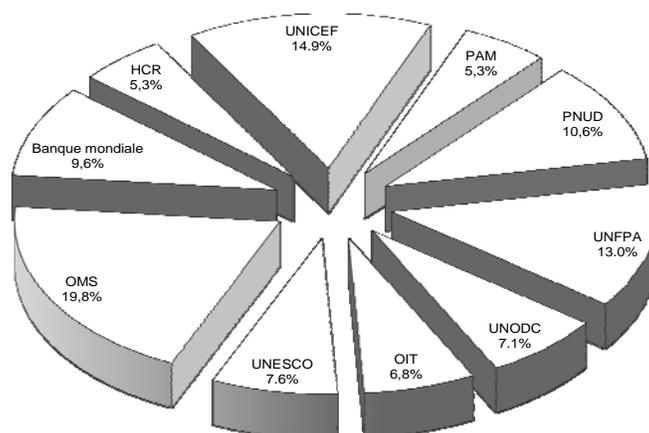
^{a/} Les fonds affectés sont des fonds définitivement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

A. Budget-plan de travail intégré

i) Fonds virés aux Coparrainants

Au 31 décembre 2011, les virements effectués au profit des Coparrainants s'élevaient à US\$ 161,0 millions. Ces virements représentent 100 % de la part des Coparrainants au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011. La Figure 1 fournit des informations sur le pourcentage des virements faits au profit de chaque Coparrainant par rapport au total des virements, parallèlement aux montants virés au titre de chacun des effets directs principaux convenus.

Figure 1 : Fonds et pourcentages virés aux Coparrainants pour l'exercice clos le 31 décembre 2011



ii) Fonds dépensés sur les ressources interinstitutions

Les activités interinstitutions incluent les initiatives communes engagées par plusieurs membres de la famille de l'ONUSIDA (Coparrainants et/ou Secrétariat). Ces activités sont habituellement axées sur des initiatives transversales qui aident à renforcer la riposte multisectorielle au sida. Au cours de l'exercice considéré, un montant total de US\$ 131,9 millions a été dépensé et US\$ 4,2 millions ont été affectés au profit d'activités interinstitutions sur un budget biennal approuvé de US\$ 136,4 millions⁴ ce qui représente globalement un taux d'engagement de 99,8 %.

iii) Fonds dépensés sur le budget du Secrétariat

Les dépenses du Secrétariat de l'ONUSIDA se sont élevées à US\$ 201,1 millions pendant l'exercice clos le 31 décembre 2011. En plus du montant dépensé susmentionné, un total de US\$ 11,9 millions a été affecté pendant l'exercice, ce qui représente globalement un taux d'engagement de 98,0 %.

B. Dépenses engagées sur les fonds extrabudgétaires

Comme indiqué dans le Tableau annexé 6, en page 31, les dépenses engagées sur les ressources extrabudgétaires ont totalisé US\$ 93,6 millions et les fonds affectés sur ces ressources ont représenté US\$ 11,7 millions pendant l'exercice clos le 31 décembre 2011.

⁴ Le budget interinstitutions inclut une provision de US\$ 100 millions pour les salaires du personnel interinstitutions dans les pays (Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le pays et experts en suivi et évaluation, élaboration de partenariats et mobilisation sociale), les frais généraux de fonctionnement des 91 bureaux de pays de l'ONUSIDA et les investissements associés pour les liaisons informatiques sur le terrain.

Le Tableau annexé 6 présente également : (i) une vue d'ensemble des ressources extrabudgétaires totales (colonne c), y compris les fonds reportés de 2009 qui ont été mis à la disposition des activités du Programme dans le cadre de cette composante, et (ii) le montant des fonds dépensés et affectés pendant l'exercice clos le 31 décembre 2011.

C. Dépenses engagées au niveau des pays et des régions sur tous les fonds confondus

Comme recommandé par le Conseil de Coordination du Programme lors de sa 22^{ème} réunion qui s'est tenue à Chiang Mai, en Thaïlande, du 23 au 25 avril 2008, le Tableau 2 du présent rapport (qui va de la page 36 à 38) présente une ventilation des fonds dépensés et affectés par pays et région, à la fois sur les ressources du Budget-plan de travail intégré et sur les ressources extrabudgétaires. Les dépenses engagées au niveau des pays et des régions se sont élevées à US\$ 228,2 millions pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. En plus du montant dépensé susmentionné, US\$ 18,0 millions au total ont été affectés pendant le même exercice, ce qui représente globalement US\$ 246,2 millions pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

III. Solde des fonds

Au 31 décembre 2009, le solde net des fonds du Budget-plan de travail intégré s'élevait à US\$ 218,3 millions, soit 45 % du budget biennal. Au 31 décembre 2011, le solde net des fonds s'élevait à US\$ 195,6 millions⁵, soit 40 % du budget biennal (c.-à-d. en diminution de US\$ 22,7 millions). Cette diminution résulte d'efforts sciemment engagés pour réduire le solde des fonds conformément à la décision 8.6 de la 26^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme, d'un taux de mise en œuvre élevé et du niveau des recettes reçues pendant l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Afin de ramener le niveau du solde des fonds à 35 % du budget biennal⁶, le Directeur exécutif a demandé au Conseil de Coordination du Programme lors de sa 28^{ème} réunion qui s'est déroulée à Genève du 21 au 23 juin 2011 d'approuver l'utilisation d'une partie du solde des fonds pour : (i) financer les engagements relatifs au personnel et (ii) créer un fonds de réserve pour la rénovation des bâtiments.

Le Conseil de Coordination du Programme a salué les efforts entrepris par le Secrétariat pour surveiller le solde des fonds et réduire le fonds de roulement. En outre, il a avalisé le principe de gestion financière prudente, notamment les dispositifs pour financer des engagements insuffisamment provisionnés relatifs au personnel et d'éventuelles réparations majeures des bâtiments, et demandé au Secrétariat de présenter une proposition révisée lors de la 30^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme.

Compte tenu de ce qui précède, une proposition révisée est incluse dans la Mise à jour intermédiaire sur la gestion financière de l'exercice biennal 2012-2013 pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 mars 2012 (document référencé UNAIDS/PCB(30)/12.8) pour approbation par le Conseil de Coordination du Programme.

⁵ En plus des dépenses de US\$ 494,0 millions au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 et des dépenses de US\$ 17,2 millions au titre des fonds affectés du Budget-plan de travail intégré 2008-2009, un montant de US\$ 16,1 millions a été affecté pendant l'exercice 2010-2011 (représentant des engagements fermes relatifs à des biens et des services devant être fournis en 2012), comme indiqué dans le Tableau annexé 4 en page 29. En conséquence, au 31 décembre 2011, le solde net des fonds du Budget-plan de travail intégré disponible pour couvrir les activités du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités pour 2012-2013 s'élevait à US\$ 195,6 millions. (c.-à-d. US\$ 211,7 millions moins US\$ 16,1 millions mis en réserve pour les fonds affectés sur 2010-2011, ce qui est égal à US\$ 195,6 millions).

⁶ Lors de sa 26^{ème} réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2010, le Conseil de Coordination du Programme a approuvé un plafond pour le fonds de roulement de l'ONUSIDA équivalent à 35 % du budget biennal du Programme commun.

Tableau 2

Fonds dépensés et affectés au niveau des pays et des régions - toutes origines de fonds confondus
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(en milliers de dollars des États-Unis)

| Région | Pays | Budget-plan de travail intégré | | | Fonds extrabudgétaires | | | Total | | |
|--|---|--------------------------------|------------------------------|-------------------|------------------------|------------------------------|------------------|------------------------|------------------------------|-------------------|
| | | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total |
| Asie et Pacifique | Équipe d'appui aux régions, Asie/Pacifique | 3 951 366 | 379 068 | 4 330 433 | 2 860 170 | 671 922 | 3 532 092 | 6 811 536 | 1 050 989 | 7 862 525 |
| | Bangladesh | 415 660 | 199 300 | 614 960 | 56 854 | 149 406 | 206 260 | 472 514 | 348 706 | 821 220 |
| | Bhoutan | - | - | - | - | 9 000 | 9 000 | - | 9 000 | 9 000 |
| | Cambodge | 662 848 | 186 432 | 849 279 | 47 715 | 184 532 | 232 247 | 710 563 | 370 964 | 1 081 526 |
| | Chine | 1 349 113 | 657 890 | 2 007 004 | 781 448 | 723 159 | 1 504 608 | 2 130 562 | 1 381 050 | 3 511 611 |
| | Fidji | 575 653 | 126 169 | 701 823 | 57 488 | 229 170 | 286 658 | 633 141 | 355 339 | 988 480 |
| | Inde | 1 103 061 | 70 008 | 1 173 068 | 614 487 | 542 245 | 1 156 732 | 1 717 547 | 612 253 | 2 329 800 |
| | Indonésie | 972 121 | 271 271 | 1 243 392 | - | - | - | 972 121 | 271 271 | 1 243 392 |
| | République dém. populaire lao | 327 759 | 67 386 | 395 145 | - | 31 654 | 31 654 | 327 759 | 99 040 | 426 799 |
| | Malaisie | 55 620 | 33 819 | 89 439 | 47 447 | 52 453 | 99 900 | 103 067 | 86 272 | 189 339 |
| | Maldives | - | - | - | - | 7 400 | 7 400 | - | 7 400 | 7 400 |
| | Mongolie | - | 54 437 | 54 437 | 23 038 | 61 056 | 84 094 | 23 038 | 115 493 | 138 531 |
| | Myanmar | 640 723 | 228 533 | 869 256 | 301 570 | 140 638 | 442 208 | 942 293 | 369 171 | 1 311 464 |
| | Népal | 572 513 | 146 089 | 718 602 | 19 714 | 118 286 | 138 000 | 592 227 | 264 375 | 856 602 |
| | Pakistan | 722 341 | 53 490 | 775 831 | 223 872 | 299 278 | 523 150 | 946 212 | 352 768 | 1 298 981 |
| | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 670 685 | 54 699 | 725 384 | 50 591 | 156 031 | 206 622 | 721 277 | 210 730 | 932 007 |
| | Philippines | 320 271 | 228 355 | 548 626 | 4 148 | 15 852 | 20 000 | 324 419 | 244 207 | 568 626 |
| Sri Lanka | 303 907 | 258 320 | 562 227 | 84 704 | 54 864 | 139 568 | 388 611 | 313 184 | 701 795 | |
| Thaïlande | 709 658 | 291 830 | 1 001 488 | 14 706 | 128 894 | 143 600 | 724 364 | 420 724 | 1 145 088 | |
| Viet Nam | 704 431 | 118 254 | 822 685 | 431 217 | 356 736 | 787 952 | 1 135 648 | 474 989 | 1 610 637 | |
| Total Asie et Pacifique | | 14 057 730 | 3 425 349 | 17 483 079 | 5 619 169 | 3 932 575 | 9 551 745 | 19 676 899 | 7 357 924 | 27 034 823 |
| Caraïbes | Équipe d'appui aux régions, Caraïbes | 1 851 916 | 203 637 | 2 055 553 | 219 308 | 17 104 | 236 411 | 2 071 223 | 220 741 | 2 291 964 |
| | Bahamas | 4 114 | 30 000 | 34 114 | - | 30 000 | 30 000 | 4 114 | 60 000 | 64 114 |
| | Barbade | 445 494 | 48 331 | 493 824 | 17 648 | 65 352 | 83 000 | 463 141 | 113 683 | 576 824 |
| | Belize | 9 160 | 70 000 | 79 160 | - | 30 000 | 30 000 | 9 160 | 100 000 | 109 160 |
| | Cuba | 100 000 | - | 100 000 | 75 000 | - | 75 000 | 175 000 | - | 175 000 |
| | République dominicaine | 375 498 | 283 060 | 658 558 | 51 111 | 77 295 | 128 405 | 426 608 | 360 355 | 786 963 |
| | Guyana | 646 972 | 123 624 | 770 595 | 1 043 | 26 957 | 28 000 | 648 015 | 150 580 | 798 595 |
| | Haiti | 956 749 | 238 398 | 1 195 147 | 521 057 | 359 781 | 880 838 | 1 477 806 | 598 179 | 2 075 984 |
| | Jamaïque | 426 240 | 119 828 | 546 068 | 2 173 | 27 827 | 30 000 | 428 412 | 147 656 | 576 068 |
| | Trinité-et-Tobago | 203 003 | 69 406 | 272 409 | 15 181 | 14 838 | 30 018 | 218 183 | 84 244 | 302 427 |
| Total Caraïbes | | 5 019 143 | 1 186 284 | 6 205 427 | 902 520 | 649 153 | 1 551 673 | 5 921 663 | 1 835 437 | 7 757 100 |
| Afrique orientale et australe | Équipe d'appui aux régions, Afrique orientale et australe | 3 796 644 | 285 804 | 4 082 448 | 1 920 494 | 217 784 | 2 138 278 | 5 717 137 | 503 588 | 6 220 725 |
| | Angola | 695 587 | 142 958 | 838 545 | - | - | - | 695 587 | 142 958 | 838 545 |
| | Botswana | 652 822 | 200 980 | 853 802 | 13 685 | 63 815 | 77 500 | 666 507 | 264 795 | 931 302 |
| | Érythrée | 347 073 | 101 209 | 448 282 | 35 347 | 148 963 | 184 310 | 382 420 | 250 171 | 632 592 |
| | Éthiopie | 1 599 590 | 255 361 | 1 854 951 | 51 028 | 238 982 | 290 010 | 1 650 618 | 494 343 | 2 144 961 |
| | Kenya | 822 717 | 276 418 | 1 099 135 | 410 717 | 717 612 | 1 128 329 | 1 233 434 | 994 029 | 2 227 464 |
| | Lesotho | 724 814 | 221 238 | 946 052 | 9 161 | 83 339 | 92 500 | 733 975 | 304 577 | 1 038 552 |
| | Madagascar (incluant Seychelles, Comores, Ile Maurice) | 557 184 | 85 178 | 642 362 | 3 102 | 42 898 | 46 000 | 560 286 | 128 076 | 688 362 |
| | Malawi | 869 650 | 132 813 | 1 002 463 | 483 909 | 724 377 | 1 208 286 | 1 353 559 | 857 190 | 2 210 749 |
| | Mozambique | 853 056 | 188 047 | 1 041 102 | 345 261 | 623 385 | 968 646 | 1 198 317 | 811 432 | 2 009 749 |
| | Nambie | 553 507 | 338 096 | 891 602 | 5 317 | 205 081 | 210 398 | 558 824 | 543 176 | 1 102 000 |
| | Rwanda | 815 891 | 134 265 | 950 156 | 133 053 | 98 939 | 231 992 | 948 944 | 233 204 | 1 182 148 |
| | Afrique du Sud | 1 486 982 | 378 749 | 1 865 731 | 311 276 | 553 886 | 865 162 | 1 798 258 | 932 635 | 2 730 893 |
| | Swaziland | 675 011 | 129 768 | 804 779 | 204 689 | 186 911 | 391 600 | 879 699 | 316 680 | 1 196 379 |
| | République-Unie de Tanzanie | 718 937 | 358 946 | 1 077 883 | 41 889 | 144 705 | 186 594 | 760 826 | 503 651 | 1 264 477 |
| | Ouganda | 1 022 302 | 143 519 | 1 165 821 | 144 574 | 716 536 | 861 110 | 1 166 876 | 860 055 | 2 026 931 |
| Zambie | 949 135 | 514 337 | 1 463 472 | 236 704 | 295 960 | 532 664 | 1 185 839 | 810 298 | 1 996 136 | |
| Zimbabwe | 902 124 | 373 662 | 1 275 786 | 19 209 | 390 237 | 409 446 | 921 333 | 763 899 | 1 685 232 | |
| Total Afrique orientale et australe | | 18 043 024 | 4 261 348 | 22 304 372 | 4 369 416 | 5 453 409 | 9 822 825 | 22 412 440 | 9 714 757 | 32 127 197 |

^{a/} Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009.

^{b/} Les fonds affectés sont des fonds définitivement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

Tableau 3 (suite)

| Région | Pays | Budget-plan de travail intégré | | | Fonds extrabudgétaires | | | Total | | |
|--|---|--------------------------------|------------------------------|------------------|------------------------|------------------------------|------------------|------------------------|------------------------------|-------------------|
| | | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total |
| Europe | Équipe d'appui aux régions, Europe | 2 261 033 | 174 507 | 2 435 540 | - | - | - | 2 261 033 | 174 507 | 2 435 540 |
| | Albanie | 75 000 | - | 75 000 | - | 5 000 | 5 000 | 75 000 | 5 000 | 80 000 |
| | Arménie | 315 500 | 121 976 | 437 476 | - | 15 000 | 15 000 | 315 500 | 136 976 | 452 476 |
| | Azerbaïdjan | 129 010 | 128 854 | 257 864 | 338 | 4 662 | 5 000 | 129 348 | 133 516 | 262 864 |
| | Bélarus | 174 085 | 26 006 | 200 090 | 17 021 | 3 979 | 21 000 | 191 106 | 29 985 | 221 090 |
| | Bosnie-Herzégovine | 75 000 | - | 75 000 | - | 5 000 | 5 000 | 75 000 | 5 000 | 80 000 |
| | Croatie | 74 990 | - | 74 990 | 19 489 | 5 486 | 24 975 | 94 479 | 5 486 | 99 965 |
| | Géorgie | 86 405 | 116 345 | 202 750 | 2 754 | 2 246 | 5 000 | 89 159 | 118 591 | 207 750 |
| | Kazakhstan | 505 613 | 7 763 | 513 376 | 28 807 | 28 158 | 56 965 | 534 420 | 35 921 | 570 341 |
| | Kosovo | 75 000 | - | 75 000 | - | - | - | 75 000 | - | 75 000 |
| | Kirghizistan | 42 855 | 110 098 | 152 953 | 81 963 | 2 320 | 84 284 | 124 818 | 112 418 | 237 237 |
| | Ex-République yougoslave de Macédoine | - | 75 000 | 75 000 | 5 178 | 88 922 | 94 100 | 5 178 | 163 922 | 169 100 |
| | République de Moldavie | 189 421 | 97 164 | 286 585 | 126 004 | 12 188 | 138 191 | 315 425 | 109 351 | 424 776 |
| | Roumanie | - | 75 000 | 75 000 | - | 19 000 | 19 000 | - | 94 000 | 94 000 |
| | Fédération de Russie | 502 122 | 168 675 | 670 797 | 535 696 | 122 316 | 658 012 | 1 037 819 | 290 990 | 1 328 809 |
| | Serbie | 35 000 | 40 000 | 75 000 | 5 210 | 17 184 | 22 394 | 40 210 | 57 184 | 97 394 |
| | Monténégro | 35 000 | 40 000 | 75 000 | 5 210 | 17 184 | 22 394 | 40 210 | 57 184 | 97 394 |
| | Tadjikistan | 161 496 | 89 000 | 250 497 | 6 685 | 13 315 | 20 000 | 168 181 | 102 316 | 270 497 |
| | Turquie | 125 000 | - | 125 000 | 12 156 | 7 974 | 20 130 | 137 156 | 7 974 | 145 130 |
| | Turkménistan | - | 40 136 | 40 136 | - | - | - | - | 40 136 | 40 136 |
| Ukraine | 713 231 | 38 548 | 751 779 | 81 788 | 11 | 81 799 | 795 019 | 38 559 | 833 578 | |
| Ouzbékistan | 380 587 | 14 127 | 394 714 | 6 524 | 2 316 | 8 840 | 387 111 | 16 442 | 403 554 | |
| Total Europe | | 5 956 349 | 1 363 198 | 7 319 547 | 934 823 | 372 262 | 1 307 084 | 6 891 172 | 1 735 459 | 8 626 631 |
| Amérique latine | Équipe d'appui aux régions, Amérique latine | 2 331 221 | 208 982 | 2 540 202 | 451 911 | 47 272 | 499 183 | 2 783 132 | 256 253 | 3 039 385 |
| | Argentine | 521 324 | 148 846 | 670 170 | 131 874 | 124 753 | 256 627 | 653 198 | 273 599 | 926 797 |
| | Bolivie | 90 208 | 25 516 | 115 724 | 24 894 | 20 319 | 45 213 | 115 102 | 45 835 | 160 937 |
| | Brésil | 629 364 | 132 260 | 761 625 | 46 106 | 239 409 | 285 516 | 675 471 | 371 670 | 1 047 140 |
| | Chili | 351 592 | 111 414 | 463 006 | 6 996 | 27 752 | 34 748 | 358 588 | 139 166 | 497 754 |
| | Colombie | 170 719 | 105 210 | 275 929 | 13 342 | 7 141 | 20 484 | 184 062 | 112 351 | 296 413 |
| | Costa Rica | 62 047 | 17 953 | 80 000 | 10 716 | 20 284 | 31 000 | 72 763 | 38 237 | 111 000 |
| | Équateur | 138 134 | 65 872 | 204 006 | 15 691 | 32 889 | 48 580 | 153 825 | 98 761 | 252 586 |
| | El Salvador | 198 115 | 61 487 | 259 602 | 11 367 | 23 565 | 34 932 | 209 482 | 85 052 | 294 534 |
| | Guatemala | 633 111 | 176 210 | 809 321 | 176 781 | 204 537 | 381 318 | 809 892 | 380 746 | 1 190 639 |
| | Honduras | 662 290 | 269 791 | 932 081 | 94 634 | 52 299 | 146 933 | 756 923 | 322 090 | 1 079 014 |
| | Mexique | 50 973 | 14 990 | 65 963 | 27 458 | 33 207 | 60 665 | 78 432 | 48 196 | 126 628 |
| | Nicaragua | 97 239 | 28 297 | 125 536 | 31 552 | 23 448 | 55 000 | 128 790 | 51 746 | 180 536 |
| | Panama | 420 693 | 79 707 | 500 399 | 13 739 | 23 413 | 37 152 | 434 432 | 103 120 | 537 551 |
| | Paraguay | 64 000 | 29 544 | 93 544 | 8 417 | 24 347 | 32 764 | 72 417 | 53 891 | 126 308 |
| | Pérou | 548 668 | 196 001 | 744 669 | 62 710 | 39 974 | 102 684 | 611 378 | 235 975 | 847 353 |
| | Uruguay | 115 000 | 28 000 | 143 000 | 26 253 | 13 430 | 39 683 | 141 253 | 41 430 | 182 683 |
| Venezuela | 327 387 | 64 024 | 391 411 | 2 745 | 64 039 | 66 784 | 330 133 | 128 063 | 458 195 | |
| Total Amérique latine | | 7 412 084 | 1 764 103 | 9 176 188 | 1 157 188 | 1 022 077 | 2 179 266 | 8 569 272 | 2 786 181 | 11 355 453 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | Équipe d'appui aux régions, Moyen-Orient et Afrique du Nord | 2 602 248 | 245 523 | 2 847 770 | 352 923 | 28 194 | 381 117 | 2 955 171 | 273 717 | 3 228 887 |
| | Algérie | 149 888 | 87 766 | 237 654 | 1 203 | 62 297 | 63 500 | 151 090 | 150 063 | 301 154 |
| | Djibouti | 294 072 | 51 083 | 345 155 | - | 10 000 | 10 000 | 294 072 | 61 083 | 355 155 |
| | Égypte | 452 823 | 32 927 | 485 750 | 54 001 | 60 420 | 114 421 | 506 824 | 93 347 | 600 171 |
| | Iran | 150 386 | 87 044 | 237 430 | 58 000 | 10 000 | 68 000 | 208 386 | 97 044 | 305 430 |
| | Jordanie | 60 000 | - | 60 000 | - | 50 000 | 50 000 | 60 000 | 50 000 | 110 000 |
| | Maroc | 367 961 | 93 804 | 461 765 | 83 515 | 10 356 | 93 871 | 451 476 | 104 160 | 555 636 |
| | Somalie | 86 100 | 20 947 | 107 046 | - | - | - | 86 100 | 20 947 | 107 046 |
| | Soudan | 928 909 | 211 001 | 1 139 910 | 249 777 | 34 506 | 284 283 | 1 178 686 | 245 507 | 1 424 193 |
| | Tunisie | 1 103 | 19 497 | 20 600 | 3 523 | 64 961 | 68 484 | 4 626 | 84 458 | 89 084 |
| | Yémen | 249 766 | 59 998 | 309 764 | - | 25 000 | 25 000 | 249 766 | 84 998 | 334 764 |
| Total Moyen-Orient et Afrique du Nord | | 5 343 255 | 909 587 | 6 252 843 | 802 941 | 355 735 | 1 158 676 | 6 146 197 | 1 265 323 | 7 411 519 |

^{a/} Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009.

^{b/} Les fonds affectés sont des fonds définitivement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

Tableau 3 (suite)

| Région | Pays | Budget-plan de travail intégré | | | Fonds extrabudgétaires | | | Total | | |
|--|---|--------------------------------|------------------------------|-------------------|------------------------|------------------------------|-------------------|------------------------|------------------------------|--------------------|
| | | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total | Dépenses ^{a/} | Fonds affectés ^{b/} | Total |
| Afrique occidentale et centrale | Équipe d'appui aux régions, Afrique occidentale et centrale | 4 527 187 | 520 309 | 5 047 496 | 451 956 | 92 684 | 544 640 | 4 979 143 | 612 993 | 5 592 136 |
| | Bénin | 473 768 | 194 994 | 668 762 | 111 852 | 140 148 | 252 000 | 585 620 | 335 142 | 920 762 |
| | Burkina Faso | 603 702 | 230 394 | 834 096 | 5 794 | 44 706 | 50 500 | 609 497 | 275 099 | 884 596 |
| | Burundi | 639 615 | 187 378 | 826 993 | 88 475 | 31 304 | 119 779 | 728 090 | 218 682 | 946 772 |
| | Cameroun | 544 233 | 209 611 | 753 844 | 8 526 | 28 974 | 37 500 | 552 759 | 238 585 | 791 344 |
| | République centrafricaine | 415 413 | 206 192 | 621 605 | 14 668 | 37 582 | 52 250 | 430 082 | 243 773 | 673 855 |
| | Tchad | 630 549 | 215 577 | 846 126 | 134 759 | 521 131 | 655 890 | 765 307 | 736 709 | 1 502 016 |
| | Congo | 616 411 | 170 080 | 786 490 | 100 072 | 15 000 | 115 072 | 716 482 | 185 080 | 901 562 |
| | Cap-Vert | - | 75 000 | 75 000 | - | - | - | - | 75 000 | 75 000 |
| | République dém. du Congo | 1 105 899 | 554 303 | 1 660 202 | 30 099 | 31 401 | 61 500 | 1 135 998 | 585 704 | 1 721 702 |
| | Côte d'Ivoire | 721 235 | 162 612 | 883 846 | 89 408 | 30 704 | 120 113 | 810 643 | 193 316 | 1 003 959 |
| | Gabon | 484 658 | 165 996 | 650 653 | - | 13 500 | 13 500 | 484 658 | 179 496 | 664 153 |
| | Gambie | 206 384 | 41 490 | 247 874 | 19 777 | 10 223 | 30 000 | 226 162 | 51 712 | 277 874 |
| | Ghana | 797 181 | 346 045 | 1 143 226 | 51 282 | 162 204 | 213 487 | 848 463 | 508 250 | 1 356 713 |
| | Guinée | 555 841 | 236 277 | 792 119 | 43 431 | 14 569 | 58 000 | 599 272 | 250 846 | 850 119 |
| | Libéria | 331 340 | 106 082 | 437 422 | 149 643 | 144 604 | 294 247 | 480 983 | 250 686 | 731 669 |
| | Mali | 601 186 | 269 269 | 870 455 | - | 230 000 | 230 000 | 601 186 | 499 269 | 1 100 455 |
| | Mauritanie | 134 412 | 117 894 | 252 306 | 6 638 | 160 000 | 166 638 | 141 050 | 277 894 | 418 944 |
| | Niger | 452 296 | 121 870 | 574 166 | 20 132 | 17 368 | 37 500 | 472 428 | 139 238 | 611 666 |
| Nigéria | 1 827 381 | 477 898 | 2 305 279 | 81 055 | 254 945 | 336 000 | 1 908 436 | 732 843 | 2 641 279 | |
| Sénégal | 216 610 | 176 703 | 393 313 | - | 38 000 | 38 000 | 216 610 | 214 703 | 431 313 | |
| Sierra Leone | 695 958 | 197 223 | 893 181 | 202 203 | 338 241 | 540 444 | 898 161 | 535 464 | 1 433 625 | |
| Togo | 428 895 | 165 076 | 593 972 | 19 987 | 20 513 | 40 500 | 448 883 | 185 589 | 634 472 | |
| Total Afrique occidentale et centrale | | 17 010 152 | 5 148 273 | 22 158 425 | 1 629 759 | 2 377 800 | 4 007 559 | 18 639 911 | 7 526 073 | 26 165 984 |
| Total général | | 72 841 738 | 18 058 143 | 90 899 881 | 15 415 816 | 14 163 011 | 29 578 827 | 88 257 554 | 32 221 154 | 120 478 708 |

^{a/} Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009.

^{b/} Les fonds affectés sont des fonds définitivement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

ANNEXE I



26 mars 2012

Rapport du vérificateur interne des comptes sur l'exercice biennal 2010-2011

1. Le Bureau des Services de contrôle interne (IOS) transmet ci-après au Conseil de Coordination du Programme du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), à titre d'information, son rapport sur l'exercice biennal 2010-2011.

OBJECTIF ET PORTÉE

2. Le Bureau exécute une activité indépendante et objective de contrôle et de consultation destinée à optimiser et à améliorer les activités de l'ONUSIDA. Au moyen d'une approche systématique et méthodique, il aide l'ONUSIDA à réaliser ses objectifs en évaluant les processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, et en améliorant l'efficacité. Le Bureau est habilité à accéder sans restriction, librement et rapidement à tous les dossiers, biens, membres du personnel, opérations et fonctions de l'ONUSIDA qui ont selon lui un rapport avec la question qu'il examine.
3. La portée de l'audit vise à évaluer si l'ensemble des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, tel qu'il est conçu et appliqué par la direction de l'ONUSIDA, est adéquat et fonctionne de manière à atteindre les objectifs ciblés. À cet égard, le Bureau a évalué si : (a) les informations financières, de gestion et opérationnelles étaient exactes, fiables et disponibles en temps utile, (b) les mesures prises par le personnel étaient conformes aux règlements, aux règles, aux politiques, aux normes et aux procédures de l'ONUSIDA et de l'OMS, et (c) les ressources étaient obtenues aux meilleures conditions économiques, utilisées efficacement et protégées de manière adéquate.

CADRE DE CONTRÔLE

4. Le Bureau fournit des services de contrôle à l'ONUSIDA conformément à « l'accord relatif au remboursement des coûts liés à la fourniture, par l'OMS, de services administratifs et financiers à l'ONUSIDA » de décembre 2004 et au mémorandum d'accord ultérieur de janvier 2008 conclu entre les Services de contrôle interne et l'ONUSIDA. En vertu des modalités de ce mémorandum, l'OMS s'est engagé à fournir à l'ONUSIDA des ressources humaines à hauteur de 216 jours par année civile (c'est-à-dire l'équivalent d'un membre du personnel à plein temps).

MÉTHODOLOGIE

5. Le Bureau considère le risque comme la possibilité de voir survenir un événement susceptible d'influer sur la réalisation des objectifs. Il évalue le risque en fonction de l'ampleur de l'impact et de la probabilité de la survenue de l'événement. Le Bureau fixe l'ordre de priorité de ses activités après un examen méthodique des risques qui sert de fondement à la planification de son travail.
6. L'objectif du processus de planification est d'allouer les ressources disponibles aux domaines opérationnels considérés les plus exposés au risque. Le processus intègre des indicateurs à la fois objectifs et subjectifs – tels que l'exposition financière, les évolutions récentes au niveau du personnel ou des systèmes, et l'architecture du contrôle interne – qui, lorsqu'ils sont pondérés en

conséquence, déterminent le risque relatif des domaines susceptibles d'être audités.

7. Les résultats de l'évaluation du risque ont été discutés avec l'ONUSIDA et un programme de travail a été établi pour l'année. Cela s'est traduit par l'approbation au début de chaque année d'un plan de travail détaillant les missions planifiées, en prenant pour hypothèse qu'en moyenne, l'audit d'un Bureau de pays devrait prendre 20 jours, l'audit d'une Équipe d'appui aux régions 25 jours et l'audit du siège environ 30 jours. À la conclusion de chaque mission, le Bureau a publié un rapport détaillé incluant des recommandations pour la direction de l'ONUSIDA – conçu pour améliorer les processus relatifs aux risques, au contrôle et à la gouvernance au sein du Secrétariat. Le Bureau fournit également au Directeur général de l'OMS et au Commissaire aux comptes indépendant une copie de l'ensemble de ses rapports d'audit.
8. Les principaux points de chaque rapport sont résumés dans le présent document.

AUDITS

9. Équipes d'appui aux régions

L'objectif des audits des Équipes d'appui aux régions (EAR) était d'examiner l'efficacité des contrôles internes en ce qui concerne : (a) la fiabilité des informations financières et opérationnelles, (b) l'efficacité des activités, (c) la conformité vis-à-vis des règles et réglementations, et (d) la protection des actifs. L'audit a porté sur les systèmes financiers et opérationnels, y compris des domaines tels que les budgets et les plans de travail, les financements extrabudgétaires, les engagements de dépense et les paiements *via* le système de planification des ressources d'entreprise (ERP) de l'ONUSIDA et e-impres, les stocks, la trésorerie, l'administration, la sécurité, l'organisation du bureau, le suivi et l'établissement de rapports. L'audit a été réalisé par le biais d'entretiens, d'observations et de l'examen et l'analyse de documents.

10. Équipe d'appui aux régions pour l'Afrique occidentale et centrale au Sénégal (rapport n° 10/841, octobre 2010).

Le rapport considère que l'EAR est bien contrôlée et fournit un appui dynamique aux pays dans les domaines administratifs et financiers. Les procédures étaient généralement bien établies et documentées ; toutefois, il est nécessaire de mettre en place de meilleurs outils de suivi pour les Fonds d'accélération programmatiques (FAP) et de transmettre et de justifier, parallèlement, les dépenses relatives à des engagements internes aux Bureaux de pays de l'ONUSIDA. Des améliorations ont été recommandées concernant le niveau des documents conservés dans les dossiers pour justifier les achats au niveau local. En outre, il était nécessaire de renforcer la communication et de partager au sein de l'EAR les informations sur les travaux individuels et les programmes de voyage afin de garantir l'absence de duplication – tant au niveau des voyages que des activités. L'EAR partageait des locaux avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Toutefois, l'audit considère que le déménagement du PNUD dans d'autres locaux a eu un impact sur l'ONUSIDA car l'EAR a dû supporter une augmentation de loyer. Le Bureau a aussi remarqué que les locaux n'étaient pas conformes aux Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS). Compte tenu de ces deux points, le rapport a considéré que le moment était venu d'envisager une analyse du rapport coûts-avantages d'autres locaux pour l'EAR.

11. Équipe d'appui aux régions pour l'Asie et le Pacifique en Thaïlande (rapport n° 10/844, novembre 2010).

L'audit a considéré que la gestion des activités de l'EAR était conforme aux politiques, règles et réglementations établies de l'ONUSIDA. L'introduction du système d'enveloppe s'est traduite par une évolution de la structure du budget et des pouvoirs de l'EAR, ce qui a des conséquences pour ses fonctions de contrôle, de suivi et de notification. De même, une évolution de la structure de l'ONUSIDA a nécessité de nouvelles méthodes de travail. La réalisation d'un examen de l'orientation stratégique et des compétences au niveau de l'EAR a été jugée nécessaire pour aider à s'adapter à ces changements.

12. **Équipe d'appui aux régions pour l'Afrique orientale et australe en Afrique du Sud** (rapport n° 11/864, novembre 2011).

Globalement, l'audit a conclu que les principaux contrôles internes concernant la conformité aux règles et réglementations dans certains domaines, tels que la conclusion de contrats et les voyages professionnels, étaient inefficaces et que des mesures devaient être prises de toute urgence pour garantir la conformité à l'avenir. En outre, la surveillance et le suivi des contrats devraient être renforcés pour garantir une utilisation optimale des ressources et une responsabilisation totale vis-à-vis des fonds de l'ONUSIDA. L'appui aux Bureaux de pays de l'ONUSIDA nécessitait un renforcement, en particulier une amélioration de l'aide fournie par les points focaux de pays pour soutenir les capacités des Bureaux de pays en matière de mise en œuvre des programmes. Le Bureau a reconnu que l'EAR était en pleine phase de transition en raison du récent changement de Directeur et d'une restructuration interne, notamment avec l'examen dans l'ensemble du Programme commun des EAR et de leur vocation. Il en résulte des incertitudes générales en ce qui concerne l'attribution des rôles et des responsabilités. Il est aussi apparu nécessaire d'améliorer le suivi de l'utilisation des FAP et les rapports sur celle-ci. Le Bureau a remarqué que des améliorations avaient été enregistrées dans certains domaines et noté des progrès dans la coordination des fonds extrabudgétaires et l'utilisation de séminaires sur le renforcement des équipes afin d'améliorer les relations au sein du personnel.

Bureaux de pays

13. L'objectif des audits des Bureaux de pays était d'examiner l'efficacité des contrôles internes en ce qui concerne : (a) la fiabilité des informations financières et opérationnelles, (b) l'efficacité des activités, (c) la conformité vis-à-vis des règles et réglementations, et (d) la protection des actifs. L'audit a porté sur les systèmes financiers et opérationnels, y compris des domaines tels que les budgets et les plans de travail, les financements extrabudgétaires, les stocks, la trésorerie, l'administration, la sécurité, l'organisation du bureau, le suivi et l'établissement de rapports. L'audit a été réalisé par le biais d'entretiens, d'observations et de l'examen et l'analyse de documents.
14. Jusqu'au 1^{er} janvier 2012, le PNUD fournissait tous les services d'appui et administratifs à la majorité des Bureaux de pays. Ainsi, toutes les activités de nature financière et relatives aux ressources humaines locales étaient administrées conformément aux règles et réglementations du PNUD. En vertu du principe de l'audit unique, le Bureau des Services de contrôle interne n'a pas été en mesure de vérifier les processus de contrôle et les vérifications mises en place localement par le PNUD pour les fonds de l'ONUSIDA. En conséquence, les informations ont été obtenues dans le cadre d'entretiens (avec le personnel du PNUD et de l'ONUSIDA) et se sont limitées aux documents fournis par les Bureaux de pays. À la suite des recommandations du Rapport sur la Deuxième évaluation indépendante⁷, un examen des options pour le passage à un système administratif unique a été réalisé. L'une des conséquences directes a été qu'au second semestre 2011, tout le personnel de l'ONUSIDA est passé sous des contrats ONUSIDA administrés par l'OMS et que depuis le 1^{er} janvier 2012, tous les Bureaux de pays utilisent le système ERP de l'OMS.
15. Les commentaires et observations qui suivent relatifs aux Bureaux de pays concernent la période sous l'administration du PNUD et deviendront caducs du fait des changements susmentionnés.
16. **Bureau de pays en Chine** (rapport n° 10/826, avril 2010).

L'audit a révélé que le Bureau de pays fonctionnait de façon efficace et avait développé un ensemble performant de procédures de travail pour gérer ses activités. Comme indiqué, l'ONUSIDA était administré par le PNUD à l'échelon des pays et avec le développement des activités locales, il est devenu nécessaire de gérer un système distinct de suivi et d'enregistrement en parallèle du système Atlas du PNUD, ce qui a conduit à une duplication des efforts et entraîné une certaine inefficacité. Le rapport a recommandé l'attribution, au personnel de l'ONUSIDA, d'un accès au système Atlas du PNUD et une modification du mode d'enregistrement des informations financières

⁷ UNAIDS PCB(25)/09.18 2 octobre 2009.

au Bureau de pays ainsi que du type et de la forme des informations sur les activités communiquées au siège de l'ONUSIDA afin d'améliorer considérablement l'efficacité et la responsabilisation. Cette observation est maintenant rendue obsolète du fait de l'introduction du système ERP qui sera utilisé dans les Bureaux de pays.

17. **Bureau de pays en Indonésie** (rapport n° 10/827, juin 2010).

Le Bureau de pays bénéficiait d'une bonne organisation et d'une répartition claire des rôles et des responsabilités ainsi que d'une communication interne efficace. Les relations de travail avec le PNUD étaient excellentes, ce qui a beaucoup favorisé un fonctionnement harmonieux du Bureau de pays en raison d'un recours massif aux systèmes du PNUD. Cependant, l'absence de délégation formelle de pouvoirs de la part du siège de l'ONUSIDA – en particulier au Coordonnateur de pays de l'ONUSIDA – a été problématique. L'introduction du système d'enveloppes pour soutenir les plans de travail du Bureau de pays devrait assurer une plus grande stabilité des financements à partir du début de l'exercice biennal 2012-2013. L'utilisation accrue du plan de travail pour d'autres activités, telles que la préparation des principales tâches pour l'évaluation de la performance et les programmes de voyage du Bureau de pays, devrait améliorer l'efficacité et la responsabilisation. Enfin, l'audit a révélé certains problèmes mineurs au niveau de la conformité avec les règles du PNUD.

18. **Bureau de pays en Inde** (rapport n° 10/834, juillet 2010).

L'audit avait pour objectif spécifique d'évaluer la gestion et le contrôle des fonds extrabudgétaires mobilisés par le Bureau de pays pour s'assurer de l'intégrité des informations financières liées, de l'efficacité des activités et de la conformité par rapport aux règles et procédures. Il a découvert des cas révélant des soldes financiers non rapprochés, des justificatifs de frais non communiqués et des malentendus concernant des dépôts de fonds. Dans le passé, ces cas ont induit la perception d'un risque de perte de fonds, d'une responsabilisation limitée et d'un risque de préjudice pour la crédibilité de l'ONUSIDA. Au niveau de la mise en œuvre, dans la gestion de ces fonds, on a noté l'absence de mécanisme systématique de suivi permettant de garantir de façon raisonnable que les partenaires de mise en œuvre avaient fourni leurs services conformément à leur mandat mentionné dans les accords de coopération. Des efforts étaient en cours pour atténuer ces risques mais les progrès étaient cependant lents et les risques résiduels considérés comme élevés.

19. **Bureau de pays au Brésil** (rapport n° 10/840, octobre 2010).

L'audit a noté un besoin urgent de renforcer l'architecture de contrôle au Bureau de pays par le biais d'une formalisation et d'une organisation accrues des tâches. Des améliorations au niveau de la complétude des documents justifiant des transactions enregistrées et un plus grand recours à des outils de suivi pour le budget, les dépenses, les voyages professionnels, la petite caisse et l'utilisation de véhicules pourraient améliorer la fiabilité et l'intégrité des informations financières. Une supervision renforcée était nécessaire concernant les activités d'achat, en particulier l'achat de services contractuels, pour lesquelles les processus de sélection devraient être totalement documentés, les cas de dispense totalement justifiés et vérifiés par plusieurs personnes. Une clarification des rôles et des responsabilités au sein du Bureau de pays était nécessaire et tous les membres du personnel en place, quel que soit leur statut contractuel, devraient être officiellement déclarés auprès du siège de l'ONUSIDA. Les procédures de recrutement devraient être appliquées dans tous les cas. L'absence d'accès au système Atlas du PNUD est problématique dans la mesure où il est essentiel pour assurer un suivi efficace des dépenses.

20. **Bureau de pays en Éthiopie** (rapport n° 11/856, novembre 2011).

Les opérations de contrôle des activités du Bureau de pays ont été suffisamment efficaces pour s'assurer que la plupart des principaux risques relatifs à la fiabilité des informations opérationnelles, à l'efficacité, à la conformité vis-à-vis des règles et à la protection des actifs sont identifiés et que des mesures sont prises pour les atténuer. Cependant, l'audit a remarqué un manque de documentation justificative complète, des exemples de paiements contrôlés de façon inappropriée et l'absence de mécanisme efficace et solide de suivi des activités opérationnelles. De ce fait, les

contrôles doivent être renforcés dans ces domaines. L'audit a aussi constaté que la création du Bureau de liaison avec l'Union africaine s'était traduite par une charge supplémentaire sur le budget opérationnel du Bureau de pays, laquelle était insupportable et nécessitait qu'on étudie la question de toute urgence.

21. **Bureau de pays en Ouganda** (rapport n° 11/881, février 2012).

Le Bureau de pays semble avoir des contrôles internes performants pour garantir l'efficacité des activités, la conformité par rapport aux règles et procédures ainsi que la protection des actifs. Des améliorations pourraient être apportées dans les domaines de la fiabilité des informations financières et opérationnelles. En particulier, les fonds extrabudgétaires reçus pour des activités programmatiques ou le recrutement de personnel doivent être comptabilisés comme des revenus de l'ONUSIDA, et la qualité et le traitement de l'évaluation de fin d'année et du suivi des transactions à des fins de contrôle doivent être améliorés.

Siège

22. **Procédures d'achat** (rapport n° 10/848, avril 2011).

L'objectif de l'audit était d'examiner la conformité des procédures d'achat vis-à-vis des règles existantes et d'évaluer l'efficacité des contrôles internes. L'audit a relevé un certain nombre de cas dans lesquels les justificatifs d'un processus d'appel d'offres étaient insuffisants ou contradictoires. En outre, les justificatifs des dispenses d'appel d'offres n'étaient pas systématiquement enregistrés. En conséquence, les Services de contrôle interne n'ont pas pu trouver d'informations probantes satisfaisantes pour conclure que l'ONUSIDA applique des pratiques concurrentielles lors de la sélection des consultants sous contrat. En outre, il n'existait aucune obligation de justifier, dans le cadre du processus d'adjudication, la raison pour laquelle les services délégués dans le cadre de contrats ne pouvaient pas être exécutés par le personnel existant. Le Bureau a également remarqué que la décentralisation, combinée à l'absence de stratégie globale de planification des achats, avait entraîné des chevauchements au niveau des responsabilités en matière d'achat et, de ce fait, une certaine inefficience. À titre d'exemple, citons la répartition des responsabilités entre le Département Gestion financière et comptabilité (FMA) et l'Équipe des services administratifs (AST). Le personnel chargé des opérations d'achat des unités techniques ne savait pas très bien à qui il devait s'adresser en cas de questions aux différentes étapes du processus. Enfin, il y avait très peu d'informations disponibles de la direction sur les activités d'achat ou d'informations de suivi sous forme d'indicateurs de performance, et il a de ce fait été difficile d'apprécier si les procédures d'achat de l'ONUSIDA étaient efficaces et/ou efficaces.

23. **Recrutement** (rapport n° 11/857, avril 2011).

L'objectif de l'audit était d'examiner les contrôles internes portant sur la fiabilité et la disponibilité d'informations opérationnelles, l'efficacité et l'efficience des activités, et la conformité vis-à-vis des règles et réglementations concernées de l'OMS et de l'ONUSIDA. En l'absence de système complet d'information sur la gestion, le Bureau n'a pas pu établir de conclusions sur la fiabilité et la disponibilité des informations opérationnelles sur le recrutement. De même, un système global d'évaluation de la performance du système de recrutement faisait défaut et les informations ne pouvaient être extraites qu'au cas par cas. Les informations sous-jacentes relatives au recrutement étaient stockées sous différentes formes – système de planification des ressources d'entreprise (ERP), e-recruit et MS Access – et l'extraction des informations n'était pas systématisée. L'audit a noté que les procédures de recrutement n'étaient généralement pas conformes aux règles et réglementations de l'OMS et de l'ONUSIDA. Le Bureau a constaté que 20 % des recrutements, des mutations et des promotions pendant la période visée par l'audit (janvier 2009-octobre 2010) étaient opérés suite à des décisions de l'exécutif et que 52 % d'entre elles étaient prises pour faciliter la mise en place d'un nouveau Bureau exécutif en 2009. À ce moment là, il n'y avait pas de procédure formelle ou de politique de divulgation de l'information pour de telles décisions, et en conséquence le Bureau n'a pas été en mesure d'apprécier le caractère approprié des mesures prises dans

l'ensemble des cas. Le Bureau a également remarqué un certain nombre de propositions d'amélioration du processus dans la nouvelle stratégie de gestion des ressources humaines⁸, en particulier dans les domaines des recrutements internes et externes simultanés : rationalisation des fonctions du Comité des nominations et des promotions (APC) et du Comité d'examen de la mobilité (MRC), utilisation accrue de descriptions générales de postes et introduction d'un nouveau cadre de compétences en 2010.

ENQUÊTE

24. Au début 2011, le Bureau a lancé une enquête concernant une plainte pour harcèlement reçue d'un Bureau de pays. L'objectif de l'enquête était d'établir les faits et de présenter les preuves réunies relatives à l'allégation de harcèlement. Un rapport de supervision (n° 10/851, mars 2011) a été remis au Directeur exécutif de l'ONUSIDA et des mesures appropriées ont été prises depuis.

RISQUES AU NIVEAU DU SUIVI, DE LA MISE EN ŒUVRE ET OPÉRATIONNEL

25. Le Bureau assure un suivi de la mise en œuvre de toutes ses recommandations pour s'assurer que des mesures ont effectivement été prises par la direction ou que l'encadrement supérieur a accepté le risque lié à la non prise de mesures. Les rapports sur et le suivi de chaque recommandation de l'audit ont été améliorés avec l'aide d'une base de données sur le suivi des recommandations gérée par le Bureau. Les recommandations de l'audit sont classées par catégorie de risque et importance du risque. Un résumé de la situation de la mise en œuvre des recommandations de l'audit (au 31 mai 2012) sera inclus dans la présentation prévue pour la 30^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme de juin 2012.

26. Dans le cadre de son travail courant d'audit, le Bureau a recensé les principaux risques opérationnels auxquels l'ONUSIDA se trouve confronté :

- L'un des principaux problèmes pour l'ONUSIDA en 2012 alors que le Programme commun progresse vers une mise en œuvre de l'ERP au niveau mondial est que le cadre de responsabilisation pourrait être affaibli par le passage d'un système administratif centralisé à un système décentralisé reposant sur des responsabilités individuelles et une délégation de pouvoirs, sans mise en œuvre systématique d'un suivi efficace et efficient des contrôles et des conséquences d'un non respect des règles et procédures. Des efforts considérables doivent donc être axés sur le renforcement de la responsabilisation individuelle et institutionnelle.
- Le Bureau a relevé certains problèmes de non-conformité vis-à-vis des règles et réglementations de l'ONUSIDA et de l'OMS. Par exemple, le caractère incomplet ou manquant des documents justificatifs concernant des opérations d'achat est un problème courant, tout comme le nombre d'approbations rétroactives d'actions déjà prises. Toutefois, le système mis en place par l'ONUSIDA pour contrôler la qualité de toutes les opérations d'achat fournit une bonne base sur laquelle s'appuyer. L'absence de suivi des services contractuels est aussi un problème récurrent pour l'ONUSIDA et l'audit a noté des processus insuffisants dans le cadre du suivi des Accords pour exécution de travaux (APW), les Accords de financement de programme (PFA). Un suivi régulier et des efforts concertés dans l'ensemble de l'organisation seront nécessaires pour optimiser les services fournis à l'ONUSIDA.

⁸ Stratégie du Secrétariat de l'ONUSIDA en matière de ressources humaines 2011-2015.